Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 76° — **Roma - Martedì, 3 settembre 1935 - Anno XIII** — **Numero 205**

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914	DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI	TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

AVVISO

Presso la Sede di Milano della Libreria dello Stato (Galleria Vittorio Emanuele, 3), è stato istituito il servizio di diretta accettazione degli avvisi da inserire " a pagamento " nella Parte II della Gazzetta Ufficiale del Regno.

SOMMARIO

CASA REALE

LEGGI E DECRETI

CASA REALE

Avviso di Corte.

Sua Maestà il Re si è degnato ordinare un lutto di Corte di giorni 21, a partire da ieri 29 agosto, per il decesso di Sua Maestà Astrid, Regina dei Belgi.

Dal R. Palazzo del Quirinale, lì 30 agosto 1935 - Anno XIII

(3187)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 13 giugno 1935-XIII, n. 1552.
Approvazione del Protocollo concernente i libri ferroviari della Compagnia ferroviaria Danubio-Sava-Adriatico, firmato in Roma il 7 luglio 1934-XII, tra l'Italia, l'Austria, la Jugoslavia, l'Ungheria, la Compagnia anzidetta e il Comitato dei portatori di obbligazioni della stessa, nonchè del relativo Protocollo di firma di pari data.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo concernente i libri ferroviari della Compagnia ferroviaria Danubio-Sava-Adriatico, firmato in Roma il 7 luglio 1934-XII fra l'Italia, l'Austria, la Jugoslavia, l'Ungheria, la Compagnia anzidetta ed il Comitato dei portatori di obbligazioni della stessa, nonchè al relativo Protocollo di firma di pari data.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore alle condizioni e nei termini previsti dall'articolo III del primo dei Protocolli di cui all'articolo 1.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 13 giugno 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — SOLMI — DI REVEL — BENNI.

Visto, *il Guardasigilli:* SOLMI

Protocole de signature.

Les soussignés:

S. E. Antoine Rintelen, Envoyé extraordinarie et Ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche;
S. E. le baron Frederic Villani, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume de Hongrie;
S. E. Fulvio Suvich, Sous Secrétaire d'Etat pour les Affaire Etrangéres du Royaume d'Italie;
S. E. Yovan Doutchitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume de Yougoslavie;
Messieurs Gustave Fall et Albert Grabscheid, respectivement Président et Directeur de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud);
Messieurs Gaston Leverve et Eugène Regard, Administrateurs, représentants le Comité des Obligataires de la Compagnie des Chemins de Fer Danube Save Adriatique;
en apposant leurs signatures au Protocole en date d'aujourd'hui le 7 Juillet 1934 concernant les négociations qui ont eu lieu entre les Délégués de la Republique d'Autriche, du Royaume de Hongrie, du Royaume d'Italie et du Royaume de Yougoslavie, avec l'intervention des Délégues de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) et du Comité des Obligataires de cette Compagnie, relativement aux livres des Chemins de fer de la Compagnie ainsi qu'à l'exécution des dispositions à ce sujet prévues par l'Accord pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud, en date de Rome, 29 mars 1923, ont arrêté ce qui suit:

1. — La possibilité d'exercer les droits de gage et d'hypothèque constitués dans l'article 43 de l'Accord de Rome n'implique dérogation ni au droit de servitude d'usage, qui est réservé à chaque Etat territorialement intéressé selon les article 10, 13, 43 et 44 de l'Accord de Rome, ni à la priorité absolue de ce droit sur tout droit de servitude, de gage et d'hypothèque (qui est expressément stipulé dans les articles 13, 43 et 44 dudit Accord).

2. — Pour ce qui concerne l'exécution des dispositions de l'Appendice au Protocole susmentionné:

a) La mention d'articles sans spécification a trait aux articles de cet Appendice au Protocole.

b) En ce qui concerne l'alinéa 1 de l'article 2, les projets des inscriptions dans la Feuille d'état du chemin de fer et dans la deuxième partie de la Feuille des charges (dans la Feuille d'état de possession) seront établis en triple exemplaire, dont un sera destiné au Tribunal, un à l'Administration du réseau et un à la Compagnie.

c) En ce qui concerne l'alinéa 4 de l'article 2, il n'y aura pas procédure de vérification de la Feuille de propriété et de la première partie de la Feuille des charges.

d) En ce qui concerne l'article 10, il est bien entendu que le Tribunal arbitral mentionné à l'alinéa 4 de l'article 10 est le même que le Tribunal arbitral prévu à l'article 50 de l'Accord de Rome, de sorte qu'on lui appliquera toutes les dispositions qui sont en vigueur pour le Tribunal arbitral suivant l'article 50 de l'Accord de Rome. La citation de l'alinéa 2 figurant à l'alinéa 4 a pour but d'exprimer que les décision du Tribunal arbitral seront exécutoires.

e) En ce qui concerne l'article 11, les légalisations opérées par un Tribunal ou par une Autorité diplomatique ou consulaire d'un Etat devront être également admises dans les autres Etats.

Le présent Protocole de signature sera ratifié, entrera en vigueur en même temps et aura la même force et la même durée que le Protocole susmentionné.

Fait à Rome, le 7 Juillet 1934, en français, en un seul exemplaire, qui restera dans les archives du Gouvernement du Royaume d'Italie et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Parties signataires.

pour le Royaume d'Italie: SUVICH.

pour la République d'Autriche: RINTELEN.

pour le Royaume de Hongrie: VILLANI.

pour le Royaume de Yougoslavie: DOUTCHITCH.

pour la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud): Dr. FALL - GRABSHEID.

pour le Comité des Obligataires de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud): GASTON LEVERVE - E. REGARD.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*: SUVICH.

Protocole

concernant les négociations qui ont eu lieu entre les Délégués du Royaume d'Italie, de la République d'Autriche, du Royaume de Hongrie et du Royaume de Yougoslavie, avec l'intervention des Délégués de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) et du Comité des Obligataires de cette Compagnie relativement aux Livres des Chemins de fer de la Compagnie, ainsi qu'à l'exécution des dispositions à ce sujet prévues par l'Accord pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud, en date de Rome, 29 mars 1923.

Sont présents en qualité de Délégués:

pour le Royaume d'Italie:

S. E. Fulvio Suvich, Sous Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères;

pour la République d'Autriche:

S. E. Antoine Rintelen, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

pour le Royaume de Hongrie:

S. E. le baron Frederic Villani, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

pour le Royaume de Yougoslavie:

S. E. Yovan Doutchitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

pour la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud):

Messieurs Gustave Fall et Albert Grabsheid, respectivement Président et Directeur de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud);

pour le Comité des Obligataires de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud):

Messieurs Gaston Leverve et Eugene Regard, Administrateurs de la susdite Compagnie;

I.

Le Royaume d'Italie, la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie et le Royaume de Yougoslavie s'engagent à mettre en application, dans les huit semaines qui suivront la mise en vigueur de ce protocole, les dispositions de l'Appendice concernant ces Etats, appendice faisant partie intégrante de ce Protocole et à maintenir ces disposition en vigueur pendant la durée de l'Accord de Rome du 29 mars 1923.

II.

La Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) et le Comité des Obligataires de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud), agissant comme représentant la totalité des porteurs d'obligations conformément aux articles 30, 34 et 43 de l'Accord en date de Rome, 29 mars 1923, en prennent acte et déclarent adhérer aux dispositions de l'Appendice et s'engager à les remplir.

III.

Ce Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés à Rome.

Ce Protocole entrera en vigueur le jour où le dernier instrument de ratification sera déposé.

Le Gouvernement italien avertira immédiatement du dépôt des instruments de ratification les Gouvernements des Etats participants, ainsi que la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) et le Comité des Obligataires de la même Compagnie.

IV.

Ce Protocole sera établi en six exemplaires. L'expédition originale sera dressée en français. Une expédition sera remise à chacun des Etats, ainsi qu'à la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) et au Comité des Obligataires de la même Compagnie.

En foi de quoi les Délégués ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, le 7 Juillet 1934.

pour le Royaume d'Italie: (*L. S.*) SUVICH.

pour la Republique d'Autriche: (*L. S.*) RINTELEN.

pour le Royaume de Hongrie: (*L. S.*) VILLANI.

pour le Royaume de Yougoslavie: (*L. S.*) DOUTCHITCH.

pour la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud): (*L. S.*) Dr. FALL — (*L. S.*) GRABSHEID.

pour le Comité des Obligataires de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud): (*L. S.*) GASTON LEVERVE — (*L. S.*) E. REGARD.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

APPENDICE.

Livres des chemins de fer. (Livre Central Cadastral).

Article 1.

Le Livre des chemins de fer (Livre Central Cadastral) sera établi et tenu pour le réseau de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud), appelée dorénavant « la Compagnie », situé dans la République d'Autriche, par la Cour Civile de Vienne, pour le réseau situé dans le Royaume de Hongrie par l'Autorité Centrale Cadastrale de Budapest, pour le réseau situé dans le Royaume d'Italie par le Tribunal Civil et Correctionnel de Trieste, et pour le réseau situé dans le Royaume de Yougoslavie, jusqu'à l'établissement du Livre Central Cadastral pour les chemins de fer à Belgrade, par le Tribunale de District de Ljubljana, et après l'établissement du Livre Central Cadastral, par le Tribunal de District de Belgrade.

Article 2.

(1) L'établissement du Livre des chemins de fer (Livre Central Cadastral) aura lieu d'office et sans retard en se basant sur les pièces fournies par la Compagnie ou l'administration du réseau. La Compagnie aura à faire les propositions nécessaires en vue de l'ouverture de la procédure. Les projets concernant la Feuille d'état du chemin de fer et ceux concernant la deuxième partie de la Feuille des charges du fascicule du Livre des chemins de fer (Feuille d'état de possession du Livre Central Cadastral) qui seront à présenter au Tribunal en même temps que les susdites proposition, ainsi que les cartes et autres pièces y afférentes seront mis à la disposition de la Compagnie par les administrations exploitant les réseaux.

(2) Lors de l'établissement de la Feuille d'état et de la deuxième partie de celle des charges des fascicules du Livre des chemins de fer pour les réseaux situé dans la République d'Autriche, dans le Royaume d'Italie et dans le Royaume de Yougoslavie, on se conformera aux inscriptions de l'ancien Livre des chemins de fer de Vienne et du Livre Central Cadastral de Budapest, en tenant compte des modifications qui se sont produites entre temps. La preuve de ces inscriptions pourra être faite également à l'aide des décision, documents, copies des inscriptions dans l'ancien Livre des chemins de fer (dans le Livre Central Cadastral) et autres pièces se trouvant en la possession de la Compagnie ou de l'administration du réseau; pour le recueil des documents il suffira en particulier, tant en ce qui concerne les documents qui figurent dans le recueil publié en son temps par la Compagnie, qu'en ce qui concerne les statuts de la Compagnie, que ce recueil et ces statuts soient présentés en langue allemande. Les copies présentées par la Compagnie ou l'administration du réseau seront assimilées à des originaux; il ne sera pas nécessaire que ces copies soient légalisées. Dans la mesure où il ne pourra être procédé à l'établissement du Livre des chemins de fer de cette manière, ce dernier devrà être établi à nouveau (article 3).

(3) La Feuille d'état de possession du Livre Central Cadastral à Budapest pour le réseau situé dans le Royaume de Hongrie sera établie en se basant sur les Livres Centraux Cadastraux tenus en partie jusqu'ici pour la Compagnie des Chemins de fer du Sud par l'Autorité Centrale Cadastrale de Budapest, de sorte-que cette Autorité Centrale Cadastrale invitera la Compagnie et l'administration d'Eta jouissant du droit de dévolution à présenter dans les deu mois les objections qu'elles auraient à soulever relativement aux anciennes inscriptions. Ce délai expiré et après examen des objections qui pourraient être présentées, l'Autorité Centrale Cadastrale prendra sans retard les mesures nécessaires à l'ouverture du Livre Central Cadastral.

(4) Le titre (Feuille principale), la Feuille de propriété et la première partie de celle des charges (la Feuille des charges) devront être libellés conformément aux pièces annexées I à IV; toutefois les inscriptions devront être faites dans la langue officielle de l'autorité en question. Pour ces inscriptions à la première de la Feuille des charges (la Feuille des charges) il ne sera pas nécessaire de présenter des documents.

(5) Sur proposition faite par la Compagnie et en prenant pour base les inscriptions prévues à l'alinéa 4, il pourra être ouvert immédiatement dans la République d'Autriche, le Royaume d'Italie et le Royaume de Yougoslavie un nouveau fascicule du Livre des chemins de fer qui aura l'effet juridique d'un fascicule provisoire.

Article 3.

Pour autant qu'il n'est pas pris dans l'Accord de Rome et dans ce Protocole des prescriptions différents, les dispositions de la loi du 19 mai 1874 (*Bulletin autrichien des Lois de l'Empire*, n. 70) et respectivement dans le Royaume de Hongrie, les lois I de l'année 1868 et LXI de l'année 1881, seront appliquées pour l'établissement et la tenue du Livre des chemins e fer (Livre Central Cadastral). Toutefois, les divers Etats auront la faculté de procéder à des simplifications et à des modifications de ces lois; cependant,

ces dernières ne vaudront, en ce qui concerne les rapports juridiques de la Compagnie, qu'autant qu'elles ne porteront pas atteinte aux principes essentiels de l'institution juridique du Livre des chemins de fer (Livre Central Cadastral), notamment aux dispositions actuellement en vigueur des dites lois et des autres prescriptions concernant l'ordonnance intérieure du Livre des chemins de fer (Livre Central Cadastral), les inscriptions permises, ainsi que leur contestation et leur effet juridique.

Article 4.

(1) Des copies légalisées des anciens Livres Centraux Cadastraux et cartes tenus pour la Compagnie auprès de l'Autorité Centrale Cadastrale de Budapest qui concernent les lignes non situées en Hongrie seront délivrées gratuitement à des représentants de l'Etat sur le territoire duquel sont désormais situées les lignes en question.

(2) Il sera délivré sur demande des copies des documents et actes d'établissement afférents à ces lignes.

(3) En ce qui concerne les inscriptions dans les anciens Livres Centraux Cadastraux relatives aux lignes de la Compagnie situées hors de la Hongrie ainsi que les cartes, documents et actes d'établissement y afférents, il y aura lieu à l'avenir de permettre également aux organes de l'Etat, sur le territoire duquel ces lignes sont situées actuellement d'en prendre connaissance et d'en dresser des copies. L'autorité Centrale Cadastrale de Budapest aura à certifier gratuitement, sur demande à cet effet, l'exactitude de telles copies.

Article 5.

Les frais entraînés par l'établissement du Livre des chemins de fer (Livre Central Cadastral) incomberont aux Etats (Administrations de réseau) assurant l'exploitation.

Le Comité des Obligataires versera dans les huit semaines après la mise en vigueur de ce Protocole, à titre de subvention pour ces frais, des sommes forfaitaires qui ne sauraient être augmentées, à savoir: 6820 frs-or à la République d'Autriche; 3300 frs-or au Royaume de Honfrie; 4860 frs-or au Royaume d'Italie; 5020 frs-or au Royaume de Yougoslavie (article 45, alinéas 1-3 de l'Accord de Rome).

Article 6.

(1) En ce qui concerne le droit d'hypothèque cumulative établi par l'article 43 de l'Accord de Rome relativement aux réseaux situés dans la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie, il n'y aura pas lieu de procéder à la désignation de Fascicules principaux et accessoires.

(2) S'il s'agit d'inscriptions qui concernent cette hypothèque cumulative et qui ne sont pas fixées à l'article 2, alinéa 4 déja, il y aura lieu de les requérir auprès du Tribunal de l'un des Etats avec production du document original, auprès des Tribunaux des autres Etats avec production d'une copie légalisée, et sous mention du Tribunal auprès duquel l'original aura été présenté. Pour sauvegarder le rang du droit en question, les Tribunaux auprès desquels sera présentée, en premier lieu, la copie légalisée devront annoter la requête dans le Livre des chemins de fer (Livre Central Cadastral), en ajoutant les mots: « jusqu'à réception de l'original ». Après avoir pris une décision relativement à la demande qui lui aura été adressée, le Tribunal, auquel l'original aura été remis devrà, immédiatement et par lettre recommandée avec accusé de réception, adresser ce document, en y annexant la décision prise, à l'un des autres Tribunaux auxquel il incombe de prendre la décision relativement aux autres fascicules et ce dernier suivra la même procédure.

(3) Toute inscription accordée dans l'un des Etats et concernant l'hypothèque cumulative devrà être mise en évidence dans les Livres des chemins de fer (Livre Central Cadastral), où sont inscrits les autres réseaux sur lesquels porte l'hypothèque cumulative. A cet effet, les Tribunaux auront à se communiquer les uns aux autres, par lettre recommandée avec accusé de réception, toutes les inscriptions relatives à l'hypothèque cumulative.

Article 7.

(1) L'annotation du différend et celle de l'action en revendication d'hypothèque pourront être accordées aussi par le Tribunal arbitral prévu à l'article 50 de l'Accord de Rome.

(2) En raison de la demande faite par le Tribunal arbitral, il sera procédé à l'annotation à condition que la nomination régulière de ce Tribunal soit prouvée par un document présenté soit en original, soit sous forme de copie légalisée, que la demande soit datée, signée du Président et que la signature de ce dernier soit légalisée.

Article 8.

(1) Pourront aussi être annotés dans le Livre des chemins de fer (Livre Central Cadastral), la conduite de l'exploitation par l'Etat, le transfert de l'exploitation à des sociétés privées, à des personnes morales, ou à des particuliers (alinéa 6 de l'article 10 de l'Accord de Rome), ainsi que la remise de l'administration du bien hypothéqué à un trustee en tant que représentant des créanciers hypothécaires, remise opérée par contrat et avec l'assentiment de l'Etat intéresé.

(2) L'annotation de la remise de l'administration opérée par contrat aura pou effet que personne ne pourra faire valoir son ignorance des dispositions du contrat y relatif.

(3) Il est bien entendu que ces dispositions ne porteront pas atteinte au droit de l'Etat intéressé de demander que l'exploitation des lignes de la Compagnie traversant le territoire de cet Etat lui soit transférée (article 10 de l'accord de Rome).

Article 9.

(1) En tant qu'il a assumé par l'Accord de Rome des obligations ou peut exercer des droits, l'Etat sera autorisé aussi à demander les inscriptions correspondantes dans le Livre des chemins de fer (Livre Central Cadastral).

(2) L'inscription de l'efficacité du droit de gage et d'hypothèque portant sur un montant de l'hypothèque maximum des obligataires (dans le Royaume de Hongrie la conversion d'une partie de l'hypothèque maximum des obligataires en une hypothèque pour une créance échue) ne pourra être accordée qu'en vertu de déclarations qui seront établies aussi bien par la Compagnie que par l'Etat. La déclaration pourra être remplacée par une sentence du Tribunal arbitral prévu a l'article 50 del l'Accord de Rome.

(3) Pour la transcription du transfert de créances garanties par hypothèque, il suffira, si le transfert a lieu au sens de l'alinéa 4 de l'article 43 de l'Accord de Rome, d'une quittance du Comité des Obligataires établie en faveur de l'Etat payeur constatant que le paiement correspondant à cette créance a été effectué.

Decisions du Tribunal Arbitral.

Article 10.

(1) Seront exclus en ce qui concerne les décisions du Tribunal arbitral prévu à l'article 50 de l'Accord de Rome, les moyens juridiques qui, autrement, seraient admis par les lois des Etats contractants contre des sentences arbitrales.

(2) Les décisions de ce Tribunal arbitral seront assimilées à des sentences définitives et exécutoires de Tribunaux intérieurs, si la nomination régulière du Tribunal arbitral est prouvée par un document présenté soit en original, soit sous forme de copie légalisée, si la décision est datée et signée de tous les arbitres, si le caractère définitif et exécutoire en est confirmé par le Président et que les signatures soient légalisées.

(3) Quand il s'agira d'accorder l'exécution en vertu d'une décison prise par ce Tribunal arbitrale, seront compétents en Autriche la Cour civile de Vienne, en Hongrie le Tribunal civil Royal de Budapest, en Italie le Tribunal civil et correctionnel de Trieste et, dans le Royaume de Yougoslavie, jusqu'à l'établissement du Livre Central Cadastral pour les chemins de fer à Belgrade, le Tribunal de District de Ljubljana, et après l'établissement dudit Livre Central Cadastral, le Tribunal de District de Belgrade.

(4) Les différends qui pourraient surgir entre les signataires de l'Accord de Rome en ce qui concerne l'interprétation et l'exécution du Protocole avec cet appendice ainsi que l'interprétation d'une décision arbitrale seront tranchés par des décisions du Tribunal arbitral (alinéa 2) prévu à l'article 50 e l'Accord de Rome. Il en sera de même en particulier si, à quelque occasion et pour quelque motif que ce soit, des différends venaient a se produire sur la question de savoir si et dans quelle mesure, sur la base de l'Accord de Rome, il y a lieu e s'écarter des autres prescriptions du droit interne.

Légalisation.

Article 11.

Sans préjudice de l'application de dispositions plus favorables, les légalisations prévues à cet appendice devront être effectuées par un Tribunal ou une autorité diplomatique ou consulaire de la République d'Autriche, du Royaume de Hongrie, du Royaume d'Italie ou du Royaume de Yougoslavie.

Représentation des Obligataires.

Article 12.

(1) Les requêtes et déclarations obligatoires du Comité des Obligataires agissant comme représentant la totalité des porteurs d'obligations conformément aux articles 30, 34 et 43 de l'Accord de Rome, seront traitées tout comme les demandes et les déclarations obligatoires des nationaux capables d'accomplir des actes civils, si elles portent la signature de deux membres au moins du Comité. Il y aura lieu d'appliquer pour la légalisation éventuelle de ces requêtes et déclarations obligatoires les dispositions de l'article 11.

(2) La qualité de membres du Comité sera prouvée par un extrait du registre de commerce du lieu où la Compagnie a son siège ou bien sa représentation compétente. Dans cet extrait, l'autorité compétente certifiera que l'élection ou la cooptation de ces membres du Conseil d'administration de la Compagnie a eu lieu sur présentation conformément à l'article 5 *b* de l'Accord de Rome.

(3) Le consentement du Comité des Obligataires ne sera pas nécessaire pour la cession libre de toutes charges d'un lot de terrain du chemin de fer, si la cession est opérée en exécution d'un échange de terrain au cours duquel l'acquisition du lot de terrain cédé n'a pas entrainé une soulte en espèces et que la superficie du lot de terrain à ceder ne dépasse pas deux mille mètres carrés.

(4) La disposition de l'alinéa 3 sera nulle et non avenue dans le territoire d'un Etat six semaines après le jour où l'Autorité suprême administrative de la Justice de cet Etat aura reçu du Comité des Obligataires une déclarations signée conformément à l'alinea 1, dans laquelle ce dernier en exprimera la demande.

Assistance judiciaire et rapports mutuels.

Article 13.

Les Tribunaux des différents Etats auront à prêter assistance au Tribunal arbitral prévue à l'article 50 de l'Accord de Rome. Les demandes de ce Tribunal arbitral seront transmises par l'Autorité suprême administrative de la Justice au Tribunal compétent. La réponse sera expédiée par la même voie. La demande sera rédigée dans la langue du Tribunal requis; à défaut, il y aura lieu d'y joindre une traduction légalisée.

Disposition en Matière d'Impots, Droits et Taxes.

Article 14.

L'exemption de tous impôts, droit et taxes prévue à l'alinéa 1 de l'article 48 de l'Accord de Rome, s'appliquera aussi a l'exécution des dispositions du Protocole ainsi que de cet appendice.

Dispositions finales.

Article 15.

D'un commun accorde, il est entendu que les droits et obbligations découlant pour les différents Etats, pour la Compagnie et pour les porteurs d'obligations de l'Accord de Rome, devront être jugés exclusivement d'après l'Accord de Rome. En particulier ne seront pas déterminatifs pour l'interprétation des prescriptions de l'Accord de Rome relatives à l'étendue des droit et obligations qui y sont réglés, les dispositions du Protocole et de cet appendice d'après lesquelles certains droits et obligations sont à inscrire dans le Livre des chemins de fer, non plus que la forme et le texte de ces inscriptions, ni en outre le fait que certains droits et obbligations ne seraient pas inscrits dans le Livre des chemins de fer.

Pièce annexée I.

REPUBLIQUE D'AUTRICHE.

Fascicule A de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) pour les lignes

1) de Vienne à la frontière du Royaume de Yougoslavie près de Spielfeld;

2) de Kufstein à la frontière du Royaume d'Italie près de Brenner;

3) de la frontière du Royaume de Yougoslavie près de Bleiburg à la frontière du Royaume d'Italie près de Weitlanbrunn;

4) de Mödling à Laxenburg;
5) de Wiener-Neustadt à la frontière du Royaume de Hongrie vers Sopron;
6) de Bruck s. Mur a Leoben.

Feuille de Propriété.

En vertu de l'Accord conclu à Rome le 29 mars 1923, n. 546 du Bulletin des Lois fédérales, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud, ainsi qu'en vertu des actes contenant des dispositions de concessions relativement aux lignes qui font l'objet de ce fascicule, notamment en vertu du protocole du 23 septembre 1858 relatif aux conditions auxquelles la concession est accordée à la Compagnie des Chemins de fer du Sud, de l'acte de concession du 23 septembre 1858, du protocole du 8 décembre 1858 relatif à quelques modifications à la concession du 23 septembre 1858, de la convention du 20 novembre 1861, Bulletin des Lois de l'Empire n. 113, relative aux modifications rendues nécessaires par le Traité de Zürich et à quelques autres modifications à la concession et aux statuts de la Compagnie, du contrat du 13 avril 1867, Bulletin des Lois de l'Empire n. 69, relatif à quelques modifications à la concession et aux statuts, de la convention du 27 juillet 1869, Bulletin des Lois de l'Empire n. 138, relative à la construction des lignes de Villach à Franzensfeste et de St. Peter à Fiume, et en vertu des statuts approuvés par la 74ᵉ Assemblée Générale de la Compagnie tenue le 22 janvier 1924 avec les modifications à ces statuts décidées par la 75ᵉ Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 30 juin 1924 et par la 80ᵉ Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 17 juin 1929, sont transcrits:

1) le droit de propriété sur le réseau revenant à la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) siégeant à Vienne, aves les droits qui découlent de ses concessions avec les modifications apportées par l'Accord de Rome du 29 mars 1923, et

2) le droit de dévolution en faveur de l'Etat.

Feuille des Charges.

Première partie.

	francs-or
1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, n. 546 du *Bulletin des Lois fédérales,* entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud.	
(1) il est transcrit comme servitude d'usage en faveur de la République d'Autriche le droit d'exploitation des lignes, tel qu'il résulte de l'Accord de Rome, avec priorité absolue vis-à-vis de chaque droit de servitude, de gage ou d'hypothèque, conformément à l'article 13 de l'Accord de Rome, sous réserve des dispositions de l'article 43 de l'Accord de Rome, partant en sauvegardant en particulier les droits revenant conformément aux dispositions de cet article aux créanciers hypothécaires dans le cas de non-paiement des redevances désignées sous (2),	
(2) il est transcrit immédiatement après, en deuxième rang (article 43, alinéa 3 et article 44, alinéa 4) en garantie des créances de la totalité des porteurs d'obligations représentée par le Comité des Obligataires, et jusqu'à concurrence de l'entier montant des redevances annuelles échues et non payées, fixées aux articles 15 et 24 de l'Accord de Rome et à payer au Comité des Obligataires, savoir à partir du 1ᵉʳ janvier 1923 jusqu'au 31 décembre 1927, dans la mesure de francs-or six millions sep-cent soixante mille . . .	6.760.000 —
par année, a partir du 1ᵉʳ janvier 1928 jusqu'au 31 décembre 1968, dans la mesure de 22,5 % du revenu brut de toutes les lignes contenues dans les fascicules A, B, C, et D, mais au minimum de francs-or six millions sept-cent soixante mille	6.760.000 —
et au maximum pendant les années:	
1928-1932 de francs-or sept millions deux cent soixante-sept mille, ...	7.267.000 —
1933-1937 de francs-or sept millions septcent soixante-quatorze mille	7.774.000 —
1938-1942 de francs-or huit millions quatrecent cinquante mille	8.450.000 —
1943-1947 de francs-or neuf millions cent vingt-six mille . . .	9.126.000 —
et à partir de l'année 1948 de francs-or dix millions cent quarante mille, . .	10.140.000 —
dont la République d'Autriche est redevable au Fonds des Obligations, et jusqu'à concurrence du montant des annuités forfaitaires à payer par le Royaume de Hongrie et par le Royaume d'Italie correspondant aux contributions minima échues et non payées (pour le Royaume d'Italie francs-or quatre millions neuf-cent vingt mille	4.920.000 —
par an et pour le Royaume de Hongrie francs-or trois million trois-cent mille	3.300.000 —
par an) un droit de gage et d'hypothèque sur le réseau avec ses accessoires et le matériel roulant affecté à ce réseau jusqu'à concurrence de francs-or troiscent cinquante-deux millions huit-cent vingt-huit mille sic-cent cinquante-huit et soixante-dix centimes-or;	352.828.658,70
(3) il est annoté la garantie cumulative des réseaux de la Compagnie situés	

dans le Royaume de Hongrie et dans le Royaume d'Italie pour les créances désignées sous (2), en tant que la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie en sont redevables du chef des contributions minima échues et non payées, respectivement des montants correspondants des annuités forfaitaires;

Fascicule principal.

(4) il est annoté la garantie cumulative des fascicules B, C et D de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud), tenus auprès de ce Tribunal pour les créances désignées sous (2) comme fascicules accessoires;

(5) il est annoté que le produit brut des réseaux de la Compagnie en Autriche exploités par l'Etat ou par la Compagnie elle-même est affecté jusqu'à concurrence de six millions septcent soixante mille (6.760.000) francs-or par an au maximum dans l'ensemble au paiement de la redevance garantie par le Royaume d'Italie et au remboursement des sommes versées du chef de la garantie avec les effets juridiques de l'article 36 de l'Accord de Rome.

2. En vertu de la notification du Ministère fédéral du Commerce et des Communications du 15 décembre 1923 *Bulletin des Lois fédérales* n. 623 concernant la reprise de l'exploitation des lignes autrichiennes des Chemins de fer du Sud, il est annoté que le réseau est exploité à partir du 1er janvier 1924 per les Chemins de fer fédéraux autrichiens.

Fascicule B *de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud)* pour la ligne de Liesing à Kaltenleutgeben.

Feuille de proprietc.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome le 29 mars 1923, n. 546 du *Bulletin des Lois fédérales* entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud, ainsi qu'en vertu de l'acte de concession du 21 juillet 1882, *Bulletin des Lois de l'Empire* n. 116, et en vertu des statuts approuvés par la 74e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 22 janvier 1924, avec les modifications à ces statuts décidées par la 75e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue, le 30 juin 1924, et par la 80e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 17 juin 1929, sont transcrits:

1. — le droit de propriété sur le réseau revenant à la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) siégeant à Vienne, avec les droits qui découlent de ses concessions avec les modifications apportées par l'Accord de Rome du 29 mars 1923, et

2. — le droit de dévolution en faveur de l'Etat.

Feuille des charges.

Première partie.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, n. 546 du *Bulletin des Lois fédérales*, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud,

(1) il est transcrit comme servitude d'usage en faveur de la République d'Autriche le droit d'exploitation des lignes, tel qu'il résulte de l'Accord de Rome, avec priorité absolue vis-à-vis de chaque droit de servitude, de gage ou d'hypothèque, conformément à l'article 13 de l'Accord de Rome, sous réserve des dispositions de l'article 43 de l'Accord de Rome, partant en sauvegardant en particulier les droits revenant conformément aux dispositions de cet article aux créanciers hypothécaires dans le cas de non-paiement des redevances désignées sous (2);

(2) il est transcrit immédiatement après, en deuxième rang (article 43, alinéa 3 et article 44, alinéa 4) en garantie des créances de la totalité des porteurs d'obligations, représentée par le Comité des Obligataires, et jusqu'à concurrence de l'entier montant des redevances annuelles échues et non payées, fixées aux articles 15 et 24 de l'Accord de Rome et à payer au Comité des Obligataires, savoir à partir du 1er janvier 1923 jusqu'au 31 décembre 1927, dans la mesure de francs-or six millions sept-cent soixante mille . . . . 6.760.000 —

par année, à partir du 1er janvier 1928 jusqu'au 31 décembre 1968, dans la mesure de 22,5 % du revenu brut de toutes les lignes contenues dans le fascicules A, B, C et D, mais au minimum de francs-or six millions sept-cent soixante mille . . . . 6.760 000 —

et au maximum pendant les années:

1928-1932 de francs-or sept millions deux-cent soicante-sept mille 7.267.000 —

1933-1937 de francs-or sept millions sept-cent soixante-quatorze mille . . . . 7.774.000 —

1938-1942 de francs-or huit millions quatre-cent cinquante mille, 8.450.000 —
1943-1947 de francs-or neuf millions cent vingt-six mille . . . 9.126.000 —
et à partir de l'année 1948 de francs-or dix millions cent quarante mille, . . 10.140.000 —
dont la République d'Autriche est redevable au Fonds des Obligations, et jusqu'à concurrence du montant des annuités forfaitares à payer par le Royaume de Hongrie et par le Royaume d'Italie correspondant aux contributions minima échues et non payées (pour le Royaume d'Italie francs-or quatre millions neuf-cent vingt mille . . . . . 4.920.000 —
par an et pour le Royaume de Hongrie francs-or trois millions trois-cent mille 3.300.000 —
par an) un droit de gage et d'hypothèque sur le réseau avec ses accessoires et le matériel roulant affecté à ce réseau jusqu'à concurrence de francs-or trois-cent cinquante-deux millions huit-cent vingt-huit mille six-cent cinquante-huit et soixante-dix centimes-or; 352.828.658,70

(3) il est annoté la garantie cumulative des réseaux de la Compagnie situés dans le Royaume de Hongrie et dans le Royaume d'Italie pour les créances désignées sous (2), en tant que la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie en sont redevables du chef des contributions minima échues et non payées, respectivement des montants correspondants des annuités forfaitaires;

Fascicule accessoire

(4) il est annoté la garantie cumulative du fascicule A comme fascicule principal et des fascicules C et D de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud), tenus auprès de ce Tribunal pour les créances désignées sous (2) comme fascicules accessoires;

(5) il est annoté que le produit brut des réseaux de la Compagnie en Autriche exploités par l'Etat ou par la Compagnie elle-même est affecté jusqu'à concurrence de six millions sept-cent soixante mille (6.760.000) francs-or par an au maximum dans l'ensemble au paiement de la redevance garantie par le Royaume d'Italie et au remboursement des sommes versées du chef de la garantie avec les effets juridiques de l'article 36 de l'Accord de Rome.

2. En vertu de la notification du Ministère fédéral du Commerce et des Communications du 15 décembre 1923, *Bulletin des Lois fédérales*, n. 623, concernant la reprise de l'exploitation des lignes autrichiennes des Chemins de fer du Sud, il est annoté que le réseau est exploité à partir du 1er janvier 1924 par les Chemins des fer fédéraux autrichiens.

FASCICULE C DE LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DANUBE-SAVE-ADRIATIQUE (ANCIENNE COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER SUD) pour la ligne de Mödling à Hinterbrühl.

Feuille de proprieté.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923 n. 546 du *Bulletin des Lois fédérales*, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud, ainsi qu'en vertu de l'acte de concession du 23 août 1882, *Bulletin des Lois de l'Empire*, n. 131, et en vertu des statuts approuvés par la 74e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 22 janvier 1924, avec les modifications à ces statuts décidées par la 75e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 30 juin 1924, et par la 80e Assembleé Générale de la Compagnie, tenue le 17 juin 1929, sont transcrits:

(1) le droit de propriété sur le réseau revenant à la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) siégeant à Vienne, avec les droits qui découlent de ses concessions avec les modifications apportées par l'Accord de Rome du 29 mars 1923, et

(2) le droit de dévolution en faveur de l'Etat.

Feuille des charges.

Première partie.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, n. 546 du *Bulletin des Lois fédérales*, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn) avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud,

(1) il est transcrit comme servitude d'usage en faveur de la République d'Autriche le droit d'exploitation des lignes, tel qu'il résulte de l'Accord de Rome, avec priorité absolue vis-à-vis de chaque droit de servitude, de gage ou d'hypothèque, conformément à l'article 13 de l'Accord de Rome, sous réserve des dispositions de l'article 43 de l'Accord de Rome, partant en sauvegardant en particulier les droits revenant conformément aux dispositions de cet article aux créanciers hypothécaires dans le cas de non-paiement des redevances désignées sous (2);

(2) il est transcrit immédiatement après en deuxième rang (article 43, alinéa 3 et article 44, alinéa 4) en garantie des créances de la totalité des porteurs d'obligations, réprésentée par le Comité

des Obligataires et jusqu'à concurrence de l'entier montant des redevances annuelles échues et non payées, fixées aux articles 15 et 24 de l'Accord de Rome et à payer au Comité des Obligataires, savoir à partir du 1er janvier 1923 jusqu'au 31 décembre 1927, dans le mesure de francs-or six millions sept-cent soixante mille . . . . 6.760.000 —
par année, à partir du 1er janvier 1928 jusqu'au 31 décembre 1968, dans la mesure de 22,5 % du revenu brut de toutes les lignes contenues dans les fascicules A, B. C et D mais au minimum de francs or six millions sept-cent soisante mille . . . . 6.760.000 —
et au maximum pendant les années:

1928-1932	de francs-or sept millions deuxcent soixante-sept mille	7.267 000 —
1933-1937	de francs-or sept millions septcent soixante-quatorze mille, ...	7.774.000 —
1938-1942	de francs-or huit millions quatrecent cinquante mille	8.450.000 —
1943-1947	de francs-or neuf millions cent vingt-six mille, . .	9.126.000 —

et à partir de l'année 1948 de francs-or dix millions cent quarante mille, . . 10.140.000 —
dont la République d'Autriche est redevable au Fonds des Obligations, et jusqu'à concurrence du montant des annuités forfaitaires à payer par le Royaume de Hongrie et par le Royaume d'Italie correspondant aux contributions minima échues et non payées (pour le Royaume d'Italie francs-or quatre millions neuf-cent vingt mille . . 4.920.000 —
par an et pour le Royaume de Hongrie francs-or trois millions trois-cent mille par an, ... 3.300.000 —
un droit de gage et d'hypothèque sur le réseau avec ses accessoires et le matériel roulant affecté à ce réseau jusqu'à concurrence de francs-or trois-cent cinquante-deux millions huit-cent vingt-huit mille six-cent cinquante-huit et soixante-dix centimes-or; 352.828.658,70

(3) il est annoté la garantie cumulative des réseaux de la Compagnie situés dans le Royaume de Hongrie et dans le Royaume d'Italie pour les créances désignées sous (2), en tant que la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie en sont redevables du chef des contributions minima échues et non payées, respectivement des montants correspondants des annuités forfaitaires;

Fascicule accessoire.

(4) il est annoté la garantie cumulative du fascicule A comme fascicule principal et des fascicules B et D de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud), tenus auprès de ce Tribunal pour les créances désignées sous (2) comme fascicules accessoires;

(5) il est annoté que le produit brut des réseaux de la Compagnie en Autriche exploités par l'Etat ou par la Compagnie elle-même est affecté jusqu'à concurrence de six millions sept-cent soixante mille (6.760.000) francs-or par an au maximum dans l'ensemble au paiement de la redevance garantie par le Royaume d'Italie et au remboursement des sommes versées du chef de la garantie avec les effets juridiques de l'article 36 de l'Accord de Rome.

2. En vertu de la notification du Ministère fédéral du Commerce et des Communications du 15 décembre 1923, *Bulletin des Lois fédérales* n. 623, concernant la reprise de l'exploitation des lignes autrichiennes des Chemins de fer du Sud, il est annoté que le réseau est exploité à partir du 1er janvier 1924 par les Chemins de fer fédéraux autrichiens.

FASCICULE D DE LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DANUBE-SAVE-ADRIATIQUE (ANCIENNE COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU SUD) pour la ligne de Spielfeld à Radkersburg.

Feuille de propriété.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, n. 546 du *Bulletin des Lois fédérales,* entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn) avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud ainsi qu'en vertu de l'acte de concession du 2 juin 1884, *Bulletin des Loi de l'Empire* n. 120, et en vertu des statuts approuvés par la 74e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 22 janvier 1924, avec les modifications à ces statuts décidées par la 75e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 30 juin 1924, et par la 80e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 17 juin 1929, sont transcrits:
   1. le droit de propriété sur le réseau revenant à la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) siégeant à Vienne, avec les droit qui découlent de ses concessions avec les modifications apportées par l'Accord de Rome du 29 mars 1923, et
   2. le droit de dévolution en faveur de l'Etat.

Feuille des Charges.

Première partie.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, n. 546 du *Bulletin des Lois fédérales*, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la mê-

me Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud,

(1) il est transcrit comme servitude d'usage en faveur de la République d'Autriche le droit d'exploitation des lignes, tel qu'il résulte de l'Accord de Rome, avec priorité absolue vis-à-vis de chaque droit de servitude, de gage ou d'hypoteque, conformément à l'article 13 de l'Accord de Rome, sour réserve des dispositions de l'article 43 de l'Accord de Rome, partant en sauvegardant en particulier les droits revenant conformément aux dispositions de cet article aux créanciers hypothécaires dans le cas de non paiement des redevances désignées sous (2);

(2) il est transcrit immédiatement après, en deuxième rang (article 43, alinéa 3 et article 44, alinéa 4) en garantie des créances de la totalité des porteurs d'obligations, représentée par la Comité des Obligataires, et jusqu'à concurrence de l'entier montant des redevances annuelles échues et non payées, fixées aux articles 15 et 24 de l'Accord de Rome et à payer au Comité des Obligataires, savoir à partir du 1er janvier 1923 jusqu'au 31 décembre 1927, dans la mesure de francs-or six millions sept-cent soixante mille . . . . 6.760.000 —
par année, à partir du 1er janvier 1928 jusqu'au 31 décembre 1968, dans la mesure de 22,5 % du revenu brut de toutes les lignes contenues dans les fascicules A, B, C et D, mais au minimum de francs-or six millions sept-cent soixante mille . . . . 6.760.000 —
et au maximum pendant les années:

1928-1932	de francs-or sept millions deux - cent soixante-sept mille, ...	7.267.000—
1933-1937	de francs-or sept millions sept-cent soixante-quatorze mille, ...	7.774.000 —
1938-1942	de francs-or huit millions quatrecent cinquante mille.	8.450.000 —
1943-1947	de francs-or neuf millions cent vingt-six mille . . .	9.126.000 —

et à partir de l'année 1948 de francs-or dix millions cent quarante mille, . . 10.140.000 —
dont la République d'Autriche est redevable au Fonds des Obligations, et jusqu'à concurrence du montant des annuitées forfaitaires à payer par le Royaume de Hongrie et par le Royaume d'Italie correspondant aux contributions minima échues et non payées (pour le Royaume d'Italie francs-or quatre millions neuf-cent vingt mille . . . . 4.920.000 —
par an et pour le Royaume de Hongrie francs-or trois millions trois-cent mille. 3.300.000 —
par an) un droit de gage et d'hypothèque sur le réseau avec ses accessoires et le matériel roulant affecté à ce réseaux jusqu'à concurrence de francs-or trois cent cinquante-deux millions huit-cent vingt-huit mille six-cent cinquante-huit et soixante-dix centimes-or; 352.828.658,70

(3) il est annoté la garantie cumulative des réseaux de la Compagnie situés dans le Royaume de Hongrie et dans le Royaume d'Italie pour les créances désignées sous (2), en tant que la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie en sont redevables du chef des contributions minima échues et non payées, respectivement des montants correspondants des annuités forfaitaires.

Fascicule accessoire.

(4) il est annoté la garantie cumulative du fascicule A comme fascicule principal et des fascicules B et C de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud), tenus aupres de ce Tribunal pour les créances désignées sous (2) comme fascicules accessoires;

(5) il est annoté que le produit brut des réseaux de la Compagnie en Autriche exploités par l'Etat ou par la Compagnie elle-même est affecté jusqu'à concurrence de six millions sept-cent soixante mille (6.760.000) francs-or par an au maximum dans l'ensemble au paiement de la redevance garantie par le Royaume d'Italie et au remboursement des somme versées du chef de la garantie avec les effets juridiques de l'article 36 de l'Accord de Rome.

2. En vertu de la notification du Ministère fédéral du Commerce et des Communications du 15 décembre 1923, *Bulletin des Lois fédérales*, n. 623, concernant la reprise de l'exploitation des lignes autrichiennes des Chemins de fer du Sud, il est annoté que le réseau est exploité à partir du 1er janvier 1924 par le Chemins de fer fèderaux autrichiens.

Pièce annexée II.

ROYAUME DE HONGRIE.

A. — FEUILLE PRINCIPALE. — N. ...

Livre central cadastral des lignes suivantes de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (Ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud):

1. Ligne de Budapest-Nagykanizsa-Murakeresztur frontière d'Etat;
2. Ligne de Nagykanizsa-Sopron - Agfalva - frontière d'Etat;
3. Ligne de Székesfehérvár-Komárom;
4. Ligne de Murakeresztur-Barcs.

Le privilège de l'Etat hongrois touchant le droit de dévolution entrera en vigueur le 1er janvier 1969.

Le ligne 1, a été remise au service public le 1er aprile 1861, respt en partie le 11 avril 1860, la ligne 2, le 21 septembre 1865 respt en partie le 20 août 1847, la ligne 3, le 1er juin 1860, enfin la ligne 4, le 1er septembre 1868.

La raison sociale est: «Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud)».

Le siège de la Compagnie est à Vienne. Conformément à l'article 4 de l'Accord de Rome, il existe à Budapest une représentation de la Compagnie.

La longueur de construction des lignes compórte kilom. 559.111.

La longueur commerciale des lignes comporte kilom. 573.000.

Le jour à partir duquel ce Livre central cadastral entre en vigueur est le

La ligne comprend les communes suivantes:

B. — Feuille de propriete.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923 entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovénes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Loi XXXVI de l'année 1923), ainsi qu'en vertu des actes contenant des dispositions de concession relativement aux lignes qui font l'objet de ce fascicule, notamment en vertu de l'acte de concession pour la « Kaiser-Franz-Josef-Orientbahn » en date de 8 octobre 1856, Ordonnance du Ministère du commerce n. 81, du protocole du 23 septembre 1858 relatif aux conditions auxquelles la concession est accordée à la Compagnie des Chemins de fer du Sud, de l'acte de concession du 23 septembre 1858, du protocole additionnel du 28 septembre 1858 relatif à la prise en charge des engagements arriérés de l'Etat, du protocole du 8 décembre 1858, relatif à quelques modifications à la concession du 23 septembre 1858, du contrat du 13 avril 1867, *Bulletin des Lois de l'Empire*, n. 69, relatif à quelques modifications à la concession et aux statuts, et en vertu des statuts approuvés par la 74e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 22 janvier 1924, et des modifications à ces statuts décidées par la 75e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 30 juin 1924, et par la 80e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 17 juin 1929, est transcrit le droit de propriété sur le réseau revenant à la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) siégeant a Vienne, avec les droits qui découlent de ses concessions avec les modifications apportées par l'Accord de Rome du 29 mars 1923.

C. — Feuille des charges.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, Loi XXXVI de l'année 1923, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovénes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud.

(1) il est transcrit comme servitude d'usage en faveur du Royaume de Hongrie le droit d'exploitation des lignes, tel qu'il résulte de l'Accord de Rome, avec priorité absolue vis-àvis de chaque droit de servitude, de gage ou d'hypotèque, conformément à l'article 13 de l'Accord de Rome, sous réserve des dispositions de l'article 43 de l'Accord de Rome, partant en sauvegardant en particulier les droits revenant conformément aux dispositions de cet article aux créanciers hypothécaires dans le cas de non-paiement des redevances désignées sous (2),

(2) il est transcrit immédiatement après, en deuxième rang (article 43, alinéa 3 et article 44, alinéa 4) en garantie des créances de la totalité des porteurs d'obligations, représentée par le Comité des Obligataires, et jusqu'à concurrence de l'entier montant des annuités forfaitaires échues et non payées, fixées à l'article 29 de l'Accord de Rome et à payer au Comité des Obligataires, savoir à partir du 1er janvier 1923 jusqu'au 31 décembre 1968 dans la mesure d'un montant minimum de francs-or trois millions cent-vingt-cinq mille . . . 3.125.000 —
et toutefois d'un montant maximum de francs-or trois millions quatre-cent vingt-cinq mille . . . . 3.425.000 —
dont le Royaume de Hongrie est redevable au Fonds des Obligations, et jusqu'à concurrance des contributions minima échues et non payées de la République d'Autriche (par an francs-or six millions sept-cent soixante mille) . . . 6.760.000 —
et jusqu'à concurrence du montant des annuités forfaitaires à payer par le Royaume d'Italie correspondant aux contributions minima échues et non payées (par an francs-or quatre millions neuf-cent vingt mille) . . . . 4.920.000 —
un droit de gage et d'hypothèque sur le réseau avec ses accessoires et le matériel roulant affecté à ce réseau jusqu'à concurrence de francs-or trois-cent cinquante-deux millions huit-cent vingt-huit mille six-cent cinquante-huit et soixante-dix centimes-or; 352.828.658,70

(2) il est annoté la garantie cumulative des réseaux de la Compagnie situés dans la République d'Autriche et dans le Royaume d'Italie pour les créances désignées sous (2), en tant que la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie en sont redevables du chef des contributions minima échues et non payées, respectivement des montants correspondants des annuités forfaitaires.

2. En vertu de la notification du Ministère du Commerce en date du 21 mai 1932, n. 134.212-VI-*b*, il est annoté que le réseau est exploité à partir du 1er juillet 1932 par les Chemins de fer d'Etat du Royaume de Hongrie.

Pièce annexée III.

ROYAUME D'ITALIE.

FASCICULE de la Compagnie des Chemins de fer Danube-Sava-Adriatique (Ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) pour les lignes:

1). de Trieste à la frontière du Royaume de Yougoslavie près de Postumia;
2). de Nabresina à Cormons;
3). de S. Pietro del Carso à Fiume;
4). de la frontière de la République d'Autriche près de Brennero jusqu'au Kilomètre 307.860 près d'Ala;
5). de Fortezza à la frontière de la République d'Autriche près de S. Candido.

Feuille de propriété.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Décret-Loi roy. n. 1816 du 12 juillet 1923), et des actes contenant des dispositions de concession relativement aux lignes qui font l'objet de ce fascicule, notamment en vertu de la convention du 14 mars 1856, du protocole du 23 septembre 1858, relatif aux conditions auxquelles la concession est accordée à la Compagnie des Chemins de fer du Sud, de l'acte de concession du 23 septembre 1858, du protocole additionnel du 23 septembre 1858 relatif à la prise en charge des engagements arriérés de l'Etat, du contrat du 13 avril 1867, *Bulletin des Lois de l'Empire* n. 69, relatif à quelques modifications à la concession et aux statuts de la convention du 27 juillet 1869, *Bulletin des Lois de l'Empire* n. 138, relative à la construction des lignes de Villach à Franzensfeste et de St. Peter à Fiume, de la Loi hongroise XXXVII de l'année 1870 et relative à l'achèvement de la partie du chemin de fer de St. Peter à Fiume afférente au territoire de la Couronne hongroise, et en vertu des statuts approuvés par la 74e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 22 janvier 1924, et des modifications à ces statuts décidées par la 75e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 30 juin 1924, et par la 80e Assemblée Générale de la Compagnie tenue le 17 juin 1929, sont transcrits:

1) le droit de propriété sur le réseau revenant à la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) siégeant à Vienne, avec les droits qui découlent de ses concessions avec les modifications apportées par l'Accord de Rome du 29 mars 1923, et

2) le droit de dévolution en faveur de l'Etat.

Feuille des Charges.

Première partie.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, Décret-Loi roy. n. 1816 du 12 juillet 1923, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Sudbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud,

(1) il est transcrit comme servitude d'usage en faveur du Royaume d'Italie le droit d'exploitation des lignes tel qu'il résulte de l'Accord de Rome, avec priorité absolue vis-à-vis de chaque droit de servitude, de gage ou d'hypothèque, conformément à l'article 13 de l'Accord de Rome, sous réserve des dispositions de l'article 43 de l'Accord de Rome, partant en sauvegardant en particulier les droits revenant conformément aux dispositions de cet article aux créanciers hypothécaires dans le cas de non-paiement des redevances désignées sous (2),

(2) il est transcrit immédiatement après, en deuxième rang (article 43, alinéa 3 et article 44, alinéa 4) en garantie des créances de la totalité des porteurs d'obligations, représentée par le Comité des Obligataires, et jusqu'à concurrence de l'entier montant des annuités forfaitaires de francs-or six millions . . . . 6.000.000 —
par an, échues et non payées, fixées à l'article 29 de l'Accord de Rome et à payer au Comité des Obligataires, savoir à partir du 1er janvier 1923 jusqu'au 31 décembre 1968 et dont le Royaume d'Italie est redevable au Fonds des Obligations, et jusqu'à concurrence des contributions minima échues et non payées de la République d'Autriche (par an francs-or six millions sept-cent soixante mille) 6.760.000 —
et jusqu'à concurrence du montant des annuités forfaitaires à payer par le Royaume de Hongrie correspondant aux contributions minima échues et non payées (par an francs-or trois millions) 3.000.000 —
un droit de gage et d'hypothèque sur le réseau avec ses accessoires et le matériel roulant affecté à ce réseau jusqu'à concurrence de francs-or trois-cent cinquante deux millions huit-cent vingt-huit mille six-cent cinquante-huit et soixante-dix centimes-or; 352.828.658,70

(3) il est annoté la garantie cumulative des réseaux de la Compagnie situés dans la République d'Autriche et dans le Royaume de Hongrie les créances désignées sous (2), en tant que la Répu-

blique d'Autriche, le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie en sont redevables du chef des contributions minima échues et non payées, respectivement des montants correspondants des annuités forfaitaires.

2. En vertu du rescrit du Ministère roy. des Finances du 3 octobre 1923, n. 13.026, il est annoté que le réseau est exploité par les Chemins de fer d'Etat du Royaume d'Italie.

Pièce annexée IV.

ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

FASCICULE de la Compagnie des Chemins de fer Danube Save-Adriatique (Ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud) pour les lignes:

1) de la frontière de la République d'Autriche près de Spielfeld à la frontière du Royaume d'Italie près Postumia;

2) de Maribor à la frontière de la République d'Autriche près de Bleiburg;

3) de Pragersko à la frontière du Royaume de Hongrie près de Kotoriba;

4) de Zidanimost à Sisak.

Feuille de propriété.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovenes et la Compagnie des Chemins de fer du Sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligation émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de Fer du Sud (Sluzbene Novine Br 110-1924), et des actes contenant des dispositions de concession reletivement aux lignes qui font l'objet de ce fascicule, en vertu de l'acte de concession pour la « Kaiser Franz-Josef-Orientbahn » en date du 8 octobre 1856, Ordonnance du Ministère du Commerce n° 81, du protocole du 23 septembre 1858 relatif aux conditions auxquelles la concession est accordée à la Compagnie des Chemins de fer du Sud, de l'acte de concession du 23 septembre 1858, du protocole additionnel du 23 septembre 1858, relatif à la prise en charge des engagements arrièrés de l'Etat, du protocole du 8 décembre 1858 relatif à quelques modifications à la concession du 23 septembre 1858, du contrat du 13 avril 1867, *Bulletin des Lois de l'Empire* n° 69, relatif à quelques modifications à la concession et aux statuts, et en vertu des statuts approuvés par la 74e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 22 janvier 1924, et des modifications à ces statuts décidées par la 75e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 30 juin 1924, et par la 80e Assemblée Générale de la Compagnie, tenue le 17 juin 1919, sont transcrits:

1) le droit de propriété sur le réseau revenant à la Compagnie des Chemins de fer Danube-Save-Adriatique (ancienne Compagnie des Chemins de fer du Sud), siégeant à Vienne, avec les droits qui découlent de ses concessions avec les modifications apportées par l'Accord de Rome du 29 mars 1923,

2) le droit de dévolution en faveur de l'Etat.

Feuille des Charges.

Première partie.

1. En vertu de l'Accord conclu à Rome, le 29 mars 1923, Sluzbene Novine Br. 110-1924, entre la République d'Autriche, le Royaume de Hongrie, le Royaume d'Italie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovenes et la Compagnie des Chemins de fer du sud (Südbahn), avec l'intervention du Comité représentant les porteurs d'obligations émises par la même Compagnie, pour la réorganisation administrative et technique du réseau de la Compagnie des Chemins de fer du Sud,

1) il est transcrit comme servitude d'usage en faveur du Royaume de Yougoslavie le droit d'exploitation des lignes, tel qu'il résulte de l'Accord de de Rome, avec priorité absolue vis-à-vis de chaque droit de servitude, de gare ou d'hypothèque, conformément à l'article 13 de l'Accord de Rome, sous réserve des dispositions de l'article 43 de l'Accord de Rome, partant en sauvegardant en particulier les droits revenant conformément aux dispositions de cet article aux créanciers hypothécaires dans le cas de non paiement des redevances désignées sous (2);

2) il est transcrit immédiatament après, en deuxième rang (article 43, alinéa 3 et article 44, alinéa 4) en garantie des créances de la totalité des porteurs d'obligations, représentée par le Comité des Obligataires, et jusqu'à concurrence de l'entier montant des annuités forfaitaires échues et non payées, fixées à l'article 29 de l'Accord de Rome et à payer au Comité des Obligataires, savoir à partir du 1er janvier 1923 jusqu'au 31 décembre 1947 dans la mesure de francs-or cinq millions huit-cent mille . . . . 5.800.000 — par année, et à partir du 1er janvier 1948 jusqu'au 31 décembre 1968 dans la mesure d'un montant minimum de francs-or cinq millions quatre-cent mille 5.400.000 — et toutefois d'un montant maximum de francs-or cinq millions huit-cent mille 5.800.000 — dont le Royaume de Yougoslavie est redevable au Fonds des Obligations, un droit de gage et d'hypothèque sur le réseau avec ses accessoires et le matériel roulant affecté à ce réseau jusqu'à concurrence de francs-or cent dix-huit millions deux-cent trente-sept mille six-cent quarante-et un et trente centimes-or; . 118.237.641,30

2. En vertu du rescrit du Ministère roy. des Communications du 1er septembre 1923, St. Pov. n° 3, il est annoté que le réseau est exploité par les Chemins de fer d'Etat du Royaume de Yougoslavie.

LEGGE 13 giugno 1935-XIII, n. 1553.

Conversione in legge del R. decreto-legge 7 marzo 1935, n. 370, concernente le nuove attribuzioni dell'Istituto nazionale per l'esportazione ed il cambiamento della sua denominazione in « Istituto nazionale fascista per gli scambi con l'estero ».

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È convertito in legge il R. decreto-legge 7 marzo 1935, n. 370, concernente le nuove attribuzioni dell'Istituto nazionale per l'esportazione e il cambiamento della sua denominazione in « Istituto nazionale fascista per gli scambi con l'estero ».

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 13 giugno 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DI REVEL — ROSSONI — BENNI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

LEGGE 9 agosto 1935-XIII, n. 1554.

Conversione in legge, con modificazioni, del R. decreto-legge 12 luglio 1934, n. 1352, che apporta modificazioni ed aggiunte al R. decreto 1° luglio 1933, n. 786, concernente il passaggio allo Stato delle Scuole elementari dei Comuni autonomi ed estensione ai maestri di ruolo delle Scuole elementari delle disposizioni contenute nel R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È convertito in legge il R. decreto-legge 12 luglio 1934, n. 1352, che apporta modificazioni ed aggiunte al R. decreto 1° luglio 1933, n. 786, concernente il passaggio allo Stato delle Scuole elementari dei Comuni autonomi ed estensione ai maestri di ruolo delle Scuole elementari delle disposizioni contenute nel R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, con le seguenti modificazioni:

Al comma 1° dell'art. 13, sono aggiunte le parole: « e del presente decreto-legge ».

Al comma 2° dell'art. 11, alle parole: « maestre congiunte », sono sostituite le seguenti: « maestre orfane, figlie, madri, vedove non maritate, sorelle vedove e nubili di caduti... ».

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a S. Anna di Valdieri, addì 9 agosto 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE VECCHI DI VAL CISMON — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

REGIO DECRETO 16 luglio 1935-XIII, n. 1555.

Trasformazione del Laboratorio scuola per l'arte della pietra di Ascoli Piceno in specializzazione « Lavorazione della pietra » di Scuola tecnica a indirizzo industriale e artigiano.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 29 luglio 1926, n. 1680, relativo alla istituzione di un Laboratorio scuola per l'arte della pietra, presso la Regia scuola industriale « G. Sacconi » di Ascoli Piceno;

Visto il R. decreto 31 agosto 1933, n. 2007, concernente la trasformazione della predetta Regia scuola industriale di Ascoli Piceno in Regia scuola tecnica a indirizzo industriale e artigiano;

Vista la legge 15 giugno 1931, n. 889, sul riordinamento dell'istruzione media tecnica;

Visti i Regi decreti 15 maggio 1933, n. 491, e 19 aprile 1934, n. 822, che approvano i programmi, gli orari e i raggruppamenti di materie nelle Scuole ed Istituti di istruzione tecnica;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'educazione nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

A decorrere dall'anno scolastico 1934-1935 il Laboratorio scuola per l'arte della pietra di Ascoli Piceno è trasformato in specializzazione « Lavorazione della pietra » di Scuola tecnica a indirizzo industriale e artigiano.

Art. 2.

Il predetto Laboratorio scuola trasformato in conformità del precedente articolo è assorbito dalla Regia scuola tecnica a indirizzo industriale e artigiano « G. Sacconi » di Ascoli Piceno della quale costituisce una specializzazione in aggiunta a quelle elencate nel 1° comma dell'art. 2 dello statuto approvato col R. decreto 31 agosto 1933, n. 2007.

Art. 3.

L'obbligo dell'insegnamento delle materie di cui alla cattedra n. 7 della tabella organica annessa allo statuto della Regia scuola tecnica a indirizzo industriale e artigiano « G. Sacconi » di Ascoli Piceno, approvato col citato Regio decreto 31 agosto 1933, n. 2007, è esteso anche alle classi della specializzazione « Lavorazione della pietra » che a tal fine verranno riunite a quelle della specializzazione « Falegnami ebanisti » per l'insegnamento del disegno professionale.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 16 luglio 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

DE VECCHI DI VAL CISMON — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *agosto* 1935 - *Anno XIII*
Atti del Governo, registro 363, *foglio* 151. — MANCINI.

REGIO DECRETO 2 agosto 1935-XIII, n. 1556.
Modificazione dello statuto della Cassa scolastica del Regio liceo-ginnasio di Pola.

N. 1556. R. decreto 2 agosto 1935, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, viene modificato lo statuto della Cassa scolastica del Regio liceo-ginnasio di Pola.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *agosto* 1935 - *Anno XIII*

REGIO DECRETO 2 agosto 1935-XIII, n. 1557.
Autorizzazione all'Università commerciale « Luigi Bocconi » di Milano ad accettare una donazione.

N. 1557. R. decreto 2 agosto 1935, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, l'Università commerciale « Luigi Bocconi » di Milano viene autorizzata ad accettare la donazione di L. 150.000, disposta in suo favore dalla Società generale italiana Edison di elettricità di Milano, per l'istituzione di una borsa di studio di perfezionamento nelle discipline statistiche.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *agosto* 1935 - *Anno XIII*

REGIO DECRETO 26 luglio 1935-XIII, n. 1558.
Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Regia scuola secondaria di avviamento professionale « G. B. Della Porta » di Napoli.

N. 1558. R. decreto 26 luglio 1935, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, viene eretta in ente morale la Cassa scolastica della Regia scuola secondaria di avviamento professionale « G. B. Della Porta » di Napoli, e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *agosto* 1935 - *Anno XIII*

REGIO DECRETO 26 luglio 1935-XIII, n. 1559.
Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola secondaria comunale di avviamento professionale « F. Bonecchi » in Rho.

N. 1559. R. decreto 26 luglio 1935, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, viene eretta in ente morale la Cassa scolastica della Scuola secondaria comunale di avviamento professionale « F. Bonecchi » in Rho, e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *agosto* 1935 - *Anno XIII*

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 17 luglio 1935-XIII.
Nomina del comm. dott. Stefano Giagheddu, referendario alla Corte dei conti, a liquidatore della gestione della Cassa di previdenza per il personale dell'Istituto nazionale « L.U.C.E. ».

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Vista la legge 13 giugno 1935-XIII, n. 1081, concernente lo scioglimento e la liquidazione della Cassa di previdenza per il personale dell'Istituto nazionale L.U.C.E.;

Decreta:

Art. 1.

Il comm. dott. Stefano Giagheddu, referendario alla Corte dei conti, è nominato liquidatore della gestione della Cassa di previdenza per il personale dell'Istituto nazionale L.U.C.E.

Egli presenterà il piano di liquidazione e la relazione di cui all'art. 6 della legge menzionata, entro un mese dalla data in cui il presidente del Consiglio di amministrazione dell'Istituto gli darà comunicazione della nomina.

Art. 2.

Il piano di liquidazione sarà, a cura del presidente dell'Istituto e con preavviso nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, pubblicato mediante affissione negli albi della sede centrale e delle singole agenzie dell'Istituto stesso per la durata di giorni quindici.

Entro i dieci giorni successivi chiunque vi abbia interesse potrà far pervenire al Consiglio di amministrazione dell'Istituto le proprie opposizioni scritte.

Il piano di liquidazione definitivamente approvato dal Consiglio di amministrazione, ai sensi del primo capoverso dell'art. 6 della legge menzionata, sarà pubblicato a cura del presidente mediante affissione negli albi indicati al primo comma del presente articolo.

Art. 3.

Le competenze del liquidatore saranno stabilite dal Consiglio di amministrazione dell'Istituto dopo la definitiva approvazione del piano di liquidazione.

Art. 4.

La concessione, agli impiegati ed agenti subalterni di ruolo dell'Istituto, dei sussidi di cui all'art. 5 della legge menzionata, è disposta dal Comitato costituito ai sensi dell'articolo 28 del regolamento per il personale dell'Istituto stesso, approvato con Nostro decreto 13 dicembre 1934-XIII.

In casi d'urgenza la concessione potrà essere disposta dal presidente dell'Istituto.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 17 luglio 1935 - Anno XIII

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(3171)

DECRETO MINISTERIALE 23 agosto 1935-XIII.
Approvazione di nuove condizioni generali di polizza presentate dalla Società anonima « Assicurazioni Generali » con sede in Trieste.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visti i Regi decreti-legge 29 aprile 1923, n. 966, e 24 settembre 1923, n. 2272, convertiti nella legge 17 aprile 1925, n. 473, il R. decreto-legge 5 aprile 1925, n. 440, convertito nella legge 11 febbraio 1926, n. 254; il R. decreto-legge 27 ottobre 1927, n. 2100, convertito nella legge 20 maggio 1928, n. 1133, ed il R. decreto-legge 12 luglio 1934, n. 1290, convertito nella legge 12 febbraio 1935, n. 303, concernenti l'esercizio delle assicurazioni private;

Visto il regolamento approvato con R. decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con R. decreto 4 marzo 1926, n. 519;

Vista la domanda della Società anonima « Assicurazioni Generali », con sede in Trieste, intesa ad ottenere l'approvazione delle condizioni generali di polizza denominate « polizze della casa e del campo », relative all'assicurazione a vita intera a premio vitalizio e vita intera con capitale e premi ridotti;

Vista la relazione tecnica, le basi demografiche e finanziarie adottate per il calcolo dei premi puri, dei premi lordi e delle riserve matematiche;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo allegato, debitamente autenticato, le seguenti condizioni generali di polizza presentate dalla Società anonima « Assicurazioni Generali », con sede in Trieste:

a) condizioni generali denominate « polizza della casa » e condizioni generali denominate « polizza del campo » relative all'assicurazione di capitale pagabile alla morte dell'assicurato, per intero o in misura di un terzo a seconda che la morte avvenga prima o dopo un'epoca prestabilita verso premio annuo ridotto a decorrere dall'epoca stessa;

b) condizioni generali denominate « polizza della casa » e condizioni generali denominate « polizza del campo » relative all'assicurazione limitata ad un capitale di L. 5000, senza visita medica, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato, per intero o in misura di un terzo a seconda che la morte avvenga prima o dopo un'epoca prestabilita verso premio annuo ridotto a decorrere all'epoca stessa;

c) condizioni generali denominate « polizza della casa » e condizioni generali denominate « polizza del campo », relative all'assicurazione a vita intera a premio vitalizio di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato in qualunque momento essa avvenga;

d) condizioni generali denominate « polizza della casa » e condizioni generali denominate « polizza del campo », relative all'assicurazione limitata ad un capitale di L. 5000, senza visita medica, di un capitale pagabile immediatamente alla morte dell'assicurato in qualunque momento essa avvenga.

Roma, addì 23 agosto 1935 - Anno XIII

p. *Il Ministro*: LANTINI.

(3164)

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 526.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Forer Anna;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di S. Lorenzo in Pusteria e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Forer Anna di Giovanni e della Ortner Maria, nata a S. Lorenzo il 29 luglio 1903, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Forer in « Dalpino ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche al figlio Ernesto Giuseppe.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 13 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1786)

N. 510.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Comploj Francesco;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Selva e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Comploj Francesco fu Francesco e della Senoner Giustina nato a S. Cristina il 20 aprile 1901 è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Comploj in « Comploi ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Stuffer Ottilia fu Gio Battista ed ai figli Emilia Maria e Giuseppe Antonio.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 11 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1787)

N. 504.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Perathoner Isidoro;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Santa Cristina e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizione;

Decreta:

Al signor Perathoner Isidoro fu Antonio e della fu Perathoner Teresa nato a S. Cristina il 13 aprile 1870, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Perathoner in « Peratoni ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Comploj Marianna fu Angelo.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 11 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1788)

N. 520.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Comploj Sebastiano;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Ortisei e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Comploj Sebastiano fu Mattia e della fu Pallabazzer Maria nato a Selva il 15 settembre 1909, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Comploj in « Comploi ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Demetz Crescenzia fu Domenico.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 11 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1789)

N. 1153.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Mayr Augusto;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Appiano e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Mayr Augusto fu Francesco e di Frei Anna, nato a Appiano il 27 maggio 1886, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Mayr in « Maio ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Bertagnolli Maria di Mari ed i figli Augusta, Antonio, Luigi, Edoardo, Giovanni, Maria Rosa.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 9 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1790)

N. 1027.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Teresa Gasser;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Falzes e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Gasser Teresa di Gasser Maria, nata a S. Andrea in Monte il 3 gennaio 1911, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Gasser in « Nicolussi ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla figlia Frida.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 10 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1791)

N. 1029.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Blaas Ermanno;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Lasa e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Blaas Ermanno fu Giuseppe e di Angerer Filomena, nato a Lasa il 22 novembre 1897, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Blaas in « Blasi ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche ai figli Isidoro Pio, Carlo, Paola, Filomena Maria, Pietro Paolo, Giuseppe.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 10 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1792)

N. 628.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Maria Putzer;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata in un mese all'albo pretorio del comune di S. Andrea in Monte e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Maria Putzer di Simeone e di fu Maria Langhofer, nata a S. Andrea in Monte il 31 agosto 1913, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Putzer in « Pucci ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche al figlio Giovanni.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 26 febbraio 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1793)

N. 1.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Sulzenbacher Maria, nata Moser per la di lei figlia Anna Moser;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di S. Candido e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signorina Moser Anna di Moser Maria, nata a Vipiteno il 19 maggio 1926, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Moser in « Paluselli ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 10 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1794)

N. 1023.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Oberhauser Maria.

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Falzes e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Oberhauser Maria del fu Giuseppe, e della Gatterer Maria, nata a Falzes il 25 aprile 1912, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Oberhauser in « Dorigo ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche al figlio Carlo Davide.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 10 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1735)

N. 1150.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Pichler Carlo.
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Appiano e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Pichler Carlo del fu Giacomo, e di Parnter Barbara, nato a Valdagno il 2 ottobre 1875, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Pichler in « Collini ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Hilber Maria di Luigi.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 10 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1796)

N. 533 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Uebereggger Anna.
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Campo di Trens e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Ueberegger Anna del fu Pietro e della Maria Mair, nata a Campo di Trens il 27 ottobre 1910, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Ueberegger in « Passamonti ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche al figlio Alberto.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 14 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1797)

N. 502 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Comploj Giuseppe.
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del Comune di Santa Cristina e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Comploj Giuseppe del fu Angelo e della fu Demez Giuseppina, nato a S. Cristina il 12 settembre 1889, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Comploj in « Comploi ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Perathoner Caterina fu Vincenzo ed ai figli Engelberto Giuseppe, Giovanni, Vittorio, Arturo Pietro, Ildegarda Elena, Ida Maria.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 14 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1798)

N. 503 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Comploj Marianna.
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Santa Cristina e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Comploj Marianna del fu Angelo, nata a S. Cristina il 29 aprile 1881, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Comploj in « Comploi ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 14 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1799)

N. 523 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Gatterer Carolina;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di S. Lorenzo in Pusteria e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Gatterer Carolina fu Sebastiano e di Weger Anna, nata a S. Lorenzo in Pusteria il 28 maggio 1909, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Gatterer in « Cancelli ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche ai figli: Federico ed Albino.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 13 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1800)

N. 704 R

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Perathoner Ferdinando;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Santa Cristina e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Perathoner Ferdinando fu Giovanni e fu Insam Elisabetta, nato a Santa Cristina il 5 maggio 1887, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Perathoner in « Paratoni ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Planker Marianna fu Valentino, ed ai figli Ferdinando, Alberto, Cristiano.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 29 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1971)

N. 711 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Demetz Valentino;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Santa Cristina e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Demetz Valentino fu Francesco e fu Insam Marianna, nato a Santa Cristina il 23 agosto 1874, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Demetz in « Demz ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 29 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1972)

N. 777 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Liner Giorgio;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Chienes e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Liner Giorgio fu Giovanni e della Unterpertinger Anna, nato a Terento il 15 aprile 1887, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Liner in « Linari ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche della moglie Costa Elisabetta di Antonio ed ai figli Giorgio, Luigia, Anna, Edoardo, Nicolò, Alberto, Maria Luigia.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 4 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1973)

N. 779 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Raffin Osvaldo;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Brunico e all'albo di questa Pretura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Raffin Osvaldo di Giuseppe e della Fontanive Emma, nato a Brunico l'11 maggio 1909, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Raffin in « Raffini ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Gütwenger Maria di Pietro.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 4 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1974)

N. 789 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Künig Rosa;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Terento e all'albo di questa Prefettura senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Künig Rosa fu Giovanni e fu Steger Rosa, nata a Terento il 12 aprile 1912, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Künig in « Coni ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche al figlio Giuseppe.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 4 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1975)

N. 768 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Pörnbacher Luigia;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Chienes e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Pörnbacher Luigia di Francesco e della Costa Maria, nata a San Lorenzo in Pusteria il 1° luglio 1910, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Pörnbacher in « Pederiva ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla figlia Notburga.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 4 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1976)

N. 769 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Platter Giovanni;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Chienes e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Platter Giovanni di Luigi e della Schoepf Maria nato a San Martino in Passiria il 25 gennaio 1906, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Platter in « Plattini ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Grüner Francesca fu Andrea ed ai figli Anna, Maria, Ilda, Giovanni.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 4 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1977)

N. 771 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Plaickner Luigi;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Brunico e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Plaickner Luigi fu Giovanni e della Orsola Berger, nato a Rasun Valdaora il 21 luglio 1905, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Plaickner in « Prati ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 4 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1978)

N. 728 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Thaler Anna;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Dobbiaco e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Thaler Anna di Rosa, nata a Braies l'11 novembre 1902, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Thaler in « Valligiani ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche ai figli Anna, Elena, Maria, Elvira, Giacomina.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 5 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1979)

N. 718 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Willeit Matteo;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Marebbe e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Willeit Matteo di Willeit Caterina, nato a Marebbe il 19 settembre 1852, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Willeit in « Biei ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Ties Teresa fu Mattia ed ai figli Sofia ed Elisabetta.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 5 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1980)

N. 1127.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Faichter Teresa;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Marebbe e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla sig.ra Feichter Teresa fu Francesco e della fu Gröber Maria, nata a Marebbe il 21 aprile 1899, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Feichter in « Pini ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 5 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1981)

N. 710 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Demetz Ulrico;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Santa Cristina e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Demetz Ulrico fu Luigi e della fu Demetz Margherita, nato a S. Cristina il 6 marzo 1876, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Demetz in « Demez ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Comploj Caterina fu Francesco, ed ai figli: Maddalena e Maria Emilia.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 29 marzo 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1982)

N. 529 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Agreiter Maria;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Marebbe e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Agreiter Maria fu Pietro e della fu Erlacher Angela, nata a S. Martino in Badia il 10 aprile 1905, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Agreiter in « D'Aiarei ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 11 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1983)

N. 530 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Kastlunger Pietro;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Marebbe e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Kastlunger Pietro fu Francesco e della fu Trebo Maria, nato a Marebbe il 28 giugno 1895, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Kastlunger in « Costalunga ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Erlacher Anna fu Pietro, ed ai figli: Maria e Paola.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 11 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1984)

N. 1085 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Feichter Giovanni;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Selva dei Molini e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Feichter Giovanni fu Giuseppe e della fu Rederlechner Teresa, nato a Selva dei Molini l'11 agosto 1870, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Feichter in « Pezzi ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Mairunterder Eggen Geltrude, ed ai figli: Luigia, Anna, Luigi, Ingenuino, Sabina, Notburga, Maria, Ermanno; ed ai nipoti: Adolfo e Ingenuino di Anna; alla nipote: Marianna di Luigi e Gertrude di Maria Feichter.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 11 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1985)

N. 837 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Oberhuber Vincenzo;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Selva dei Molini e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Oberhuber Vincenzo fu Vincenzo e della fu Untergasser Regina, nato a Selva dei Molini il 10 agosto 1904, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Oberhuber in « Dalmaso ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 11 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1986)

N. 3998 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Mutschlechner Giovanni;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Rasun Valdaora e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Mutschlechner Giovanni di Mutschlechner Maria, nato a Innsbruck il 18 luglio 1902, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Mutschlechner in « Murri ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie: Fuchsbrugger Rosa di Crescenzia.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 12 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1987)

N. 787 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Haller Maria;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Laces e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Haller Maria di Francesco e di Rinner Maddalena, nata a Laces il 13 maggio 1904, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Haller in « Alleri ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche ai figli: Anna ed Adalberto.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 14 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1988)

N. 516 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Gröber Agnese;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Marebbe e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Gröber Agnese fu Francesco e della fu Huber Agnese, nata a S. Lorenzo il 28 febbraio 1866, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Gröber in « Grossi ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 14 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1989)

N. 517 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Mellauner Giovanni;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Marebbe e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Mellauner Giovanni fu Pietro e di Maria Huber, nato a Marebbe il 6 settembre 1887, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Mellauner in « Melani ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie: Turnaretscher Giuliana fu Antonio.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 12 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(1990)

N. 1024.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Kleinrubatscher Ermanno;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Dobbiaco e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Kleinrubatscher Ermanno di Giovanni e della Lanz Maria, nato a Silian il 30 luglio 1903, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Kleinrubatscher in « Rubaceri ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle Istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 26 aprile 1935 - Anno XIII.

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2009)

N. 1016.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Rauter Andrea;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Dobbiaco e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Rauter Andrea di Andrea e della Wierer Agnese, nato a Perca il 7 marzo 1897, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Rauter in « Rauteri ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Lanz Maria di Sebastiano ed ai figli Giovanni Giuseppe e Guglielmo.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle Istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 26 aprile 1935 - Anno XIII.

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2010)

N. 870 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Moser Maria;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Braies e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Moser Maria di Tommaso e di Untergassmair Teresa, nata a Braies il 28 dicembre 1904, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Moser in « Palladini ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla figlia Carolina.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette;

Bolzano, addì 6 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2011)

N. 863 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Jesacher Stefano;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Braies e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Jesacher Stefano fu Giovanni e fu Steiner Maria, nato a Braies il 5 marzo 1888, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Jesacher in « Sacconi ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette;

Bolzano, addì 6 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2012)

N. 790 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Meraner Federico;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Dobbiaco e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Meraner Federico fu Giacomo e di Scuster Anna, nato a Villandro l'8 maggio 1901, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Meraner in « Meranese ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Santer Anna di Giuseppe, ed ai figli: Pietro, Federico, Notburga, Marianna.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette;

Bolzano, addì 6 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2013)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati in data 27 agosto 1935-XIII, un disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 27 giugno 1935-XIII, n. 1445, che ha dato esecuzione ai seguenti accordi commerciali stipulati fra l'Italia e l'Ungheria il 18 giugno 1935 in Roma: 1° Accordo per la valorizzazione del grano ungherese; 2° Accordo per i pagamenti degli scambi commerciali fra i due Paesi; 3° Accordo per la liquidazione dei crediti commerciali arretrati italiani verso l'Ungheria.

(3175)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Ratifica della Convenzione sanitaria internazionale per la navigazione aerea (L'Aja 12 aprile 1933).

Addì 15 agosto 1935 è stato effettuato all'Aja il deposito presso il Ministero degli affari esteri olandese, dello strumento di ratifica dell'Italia relativo alla Convenzione internazionale per la navigazione aerea firmata all'Aja il 12 aprile 1933.

In seguito a tale deposito, la Convenzione anzidetta entrerà in vigore per l'Italia (comprese le Colonie e le Isole italiane dell'Egeo) il 13 dicembre 1935.

(3176)

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Pareggiamento dell'Istituto tecnico agrario « Stanga » di Cremona.

Con R. decreto 16 luglio 1935-XIII e con effetto dall'anno scolastico 1933-34, all'Istituto tecnico agrario « Stanga » di Cremona, a corso superiore con annesso corso preparatorio, risultante dalla trasformazione della preesistente Scuola agraria media è, fino a contraria disposizione, riconosciuto il pareggiamento ai corrispondenti istituti Regi.

(3167)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per rinnovazione di certificato di rendita consolidato 5 %.

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 169

E' stato presentato a questa Amministrazione il certificato numero 194596 di L. 735 del cons. 5 % (intestato a Moscarellino Filomena moglie di Limongelli Leonardo domiciliato a S. Maria di Conza (Avellino) e vincolato come dote della titolare) mancante del secondo mezzo foglio.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla prima pubblicazione del presente avviso sulla *Gazzetta Uffi-*

ciale, senza che siano intervenute opposizioni regolari, il detto mezzo foglio dovrà considerarsi di nessun valore e conseguentemente verrà disposta la emissione di un nuovo certificato di rendita a favore di chi di diritto.

Roma, addì 27 aprile 1935 - Anno XIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(1154)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per conversione di certificati del consolidato 5 %.

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 161.

È stata chiesta la conversione dei certificati consolidato 5 % numero 20137 di L. 1500 intestato a Prestia Paolo fu Ignazio, domiciliato a New York, n. 20169 di L. 50 intestato a Piregna Carmine fu Stefano, domiciliato a New York e n. 25932 di L. 400 intestato a Mangini Giovanni fu Siro, domiciliato a Goretto (Pavia).

Essendo tali certificati mancanti del mezzo foglio di compartimenti semestrali (terza e quarta pagina dei certificati), si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico si provvederà alla chiesta operazione.

Roma, addì 20 aprile 1935 - Anno XIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(1140)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per conversione di certificati del consolidato 5 %.

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 162.

È stata chiesta la conversione dei certificati consolidato 5 % numero 28160 di L. 50 intestato a Meduro Francesco di Demestrio, domiciliato a New-York, n. 37439 di L. 210 intestato a D'Auria Giuseppa fu Biagio, nubile, domiciliata a New-York, n. 81199 di L. 2500 intestato a Martinelli Raffaele fu Giuseppe, domiciliato a Jelsi (Campobasso); n. 161.446 di L. 500 intestato a Martone Antonio di Michelangelo domiciliata a Bella (Potenza); n. 188202 di L. 250 intestato a Cataldo Sebastiana fu Giovanni, moglie di Blanciardo Giovanbattista fu Michele, domiciliata a New-York.

Essendo tali certificati, mancanti del mezzo foglio di compartimenti semestrali (terza e quarta pagina dei certificati) si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno senza che siano state notificate opposizioni, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico, si provvederà alla chiesta operazione.

Roma, addì 20 aprile 1935 - Anno XIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(1139)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per conversione di certificati del consolidato 5 %.

(3ª *pubblicazione*) Avviso n. 163.

È stata chiesta la conversione dei certificati consolidato 5 % numero 19948 di L. 40 intestato a Stango Domenico di Francesco, minore sotto la patria potestà del padre, domiciliato a New York; numero 20454 di L. 500 intestato a Delle Donne Elviro fu Nicodemo domiciliato a New York; n. 28095 di L. 205 intestato a Bruni Giuseppe di Francesco domiciliato a New York; n. 33924 di L. 200 intestato a Gambolati Leocardo fu Cristofaro domiciliato a Fubine (Alessandria); n. 84870 di L. 75 intestato a Desiato Maria Rosaria fu Cesare ved. Mattioli domiciliata a Vasto (Chieti); n. 96678 di L. 2000 intestato a De Libero Luisa di Giuseppe moglie di Salvatore Ciricillo fu Pasquale domiciliato a New York; n. 98208 di L. 250 intestato a Ciancio Giovanni fu Emanuele domiciliato a Vittoria (Siracusa); n. 105.454 di L. 1000 intestato a Gaeta Pietro di Pellegrino domiciliato a New York; n. 120889 di L. 750, intestato a Ribortelli Teresa fu Leonardo moglie di Saverio Fanuele fu Rocco domiciliato a S. Martino d'Agri (Potenza); n. 163669 di L. 300 intestato a Rizzotti Casimiro fu Carmelo domiciliato a New York, n. 178784 di L. 500 intestato a Spiotta Alessio di Alfonso domiciliato a Valva (Salerno), n. 187811 di L. 125 intestato a Desiato Maria Rosaria fu Cesare ved. di Nicola Mattioli fu Michele domiciliata a New York.

Essendo tali certificati mancanti del mezzo foglio di compartimenti semestrali (terza e quarta pagina dei certificati) si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico si provvederà alla chiesta operazione.

Roma, addì 20 aprile 1935 - Anno XIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(1141)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico.

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 208.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: Mod. 241 — Data: 4 luglio 1923 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza Bari — Intestazione: Susca Achille fu Vitantonio, segretario della Congregazione di carità di Conversano — Titoli del Debito pubblico: al portatore 11 — Ammontare della rendita: L. 230, Consolidato 5 per cento, con decorrenza 1° luglio 1923.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 77 — Data: 22 gennaio 1924 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di Bergamo — Intestazione: Bussini Giuseppe di Giosuè — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita: L. 20, Polizza combattenti, con decorrenza omessa.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 2855 — Data: 23 gennaio 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Debito pubblico — Intestazione: Valerj Edgardo — Titoli del Debito pubblico: nominativi 2 — Ammontare della rendita: L. 21.800, 3,50 per cento redimibile, con decorrenza 1° gennaio 1935.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 3603 — Data: 2 aprile 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di Milano — Intestazione: Locati Angelo fu Marco — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita: L. 30.000, 3,50 per cento redimibile, con decorrenza 1° gennaio 1935.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 111 — Data: 9 marzo 1918 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di Foggia — Intestazione: Casciaro Francesco fu Domenico — Titoli del Debito pubblico: al portatore 1 — Ammontare della rendita: L. 100, Consolidato 5 per cento, con decorrenza 1° gennaio 1918.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 27 — Data: 21 settembre 1934 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di Padova — Intestazione: Palmisani Alberto fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: al portatore 8 — Ammontare della rendita: L. 10.000, 3,50 per cento redimibile, con decorrenza 1° luglio 1934.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 7245, mod. X — Data: 25 gennaio 1924 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Sezione Regia tesoreria di Napoli — Intestazione: Tavassi Vincenzo, domiciliato in Napoli — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita: L. 320, consolidato 5 per cento, con decorrenza omessa.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 1° luglio 1935 - Anno XIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2660)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico.

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 6.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 4635 — Data: 14 maggio 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio Ricevimento Debito pubblico — Intestazione: La Manna Giuseppe fu Ignazio — Titoli del Debito pubblico: nominativi 2 — Ammontare della rendita: L. 189, consolidato 3,50 per cento, con decorrenza 1° gennaio 1935.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 389 — Data: 27 aprile 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Catania — Intestazione: Caponnetto Antonio di Giovanni — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita 3,50 per cento redimibile L. 3500, con decorrenza 1° gennaio 1935.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 146 — Data: 6 febbraio 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Sezione Regia tesoreria di Catanzaro — Intestazione: Vittorio Marincola Tizzano fu Domenico — Titoli del Debito pubblico: al portatore 2 — Ammontare della rendita: L. 1200, consolidato 5 per cento, con decorrenza omessa.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 22 — Data: 18 agosto 1923 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Sondrio — Intestazione: Morelli Gerolamo fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: al portatore 3 — Ammontare della rendita: L. 35, consolidato 5 per cento, con decorrenza 1° luglio 1923.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1436 — Data: 10 aprile 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Palermo — Intestazione: Cannizzo Girolamo fu Sebastiano — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita: L. 96,90, Debito comuni di Sicilia, con decorrenza 1° luglio 1924.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 13 luglio 1935 - Anno XIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2752)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico.

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 10.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 282 e 286 — Data: 13 gennaio 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Regia tesoreria provinciale di Brescia — Intestazione: Filippini Battista fu Angelo — Titoli del debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita L. 1000 consolidato 5 per cento Littorio; nominativi 1 — Ammontare della rendita: L. 300 consolidato 5 per cento Littorio.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 242 — Data: 28 dicembre 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Regia tesoreria provinciale di Brescia — Intestazione: Faini Arturo fu Luigi — Titoli del debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita: L. 500, consolidato 5 per cento Littorio.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 31 luglio 1935 - Anno XIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2941)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico.

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 8.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 104 — Data: 24 aprile 1929 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Pesaro — Intestazione: Palazzi Giuseppe fu Francesco, domiciliato a Pesaro, per conto del Liceo musicale « G. Rossini » di Pesaro — Titoli del debito pubblico: al portatore 2 — Ammontare della rendita: L. 100, consolidato 5 per cento, con decorrenza 1° gennaio 1929.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 435 — Data: 4 giugno 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Catania — Intestazione: Alongi Anna di Orazio e Domenico Fazzari di Bernardo — Titoli del debito pubblico: nominativi 3 Redimibile 3,50 per cento — Ammontare del capitale: L. 22.810, con decorrenza 1° gennaio 1935.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 118 Mod. 168-T — Data: 13 dicembre 1934 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Padova — Intestazione: Marinelli Diodoro-Adolfo fu Giovanni — Titoli del debito pubblico: al portatore 2 consolidato 5 per cento — Ammontare del capitale: L. 1000, con decorrenza omessa.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 40 Mod. 168-T — Data: 29 novembre 1934 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Gorizia — Intestazione: Spagnul Desiderio fu Leonardo — Titoli del debito pubblico: al portatore 3, consolidato 5 per cento — Ammontare del capitale: L. 1500 con decorrenza omessa.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 368 e 478 Mod. 168-T — Data: 24 gennaio 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bari — Intestazione: Mastrorosa Domenico fu Vito Modesto — Titoli del debito pubblico: cartelle consolidato 5 per cento — Ammontare del capitale L. 2500; Prestito Littorio 5 per cento, di capitale L. 2000, con decorrenza omessa.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1193 Mod. 168-T — Data: 12 marzo 1935 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Aversa Giuseppe di Andrea, domiciliato a Capri — Titoli del debito pubblico: al portatore 1 Prestito Littorio 5 per cento — Ammontare del capitale: L. 500, con decorrenza omessa.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 161 Mod. 168-T — Data: 3 dicembre 1934 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bari — Intestazione: Oscuro Giuseppe fu Cosimo, da Monopoli — Titoli del debito pubblico: al portatore 1 Prestito Littorio 5 per cento — Ammontare del capitale: L. 500, con decorrenza omessa.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 158 — Data: 4 gennaio 1929 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Lecce — Intestazione: Carla Vincenzo fu Luigi, per conto del comune di San Donato (Lecce) — Titoli del debito pubblico: al portatore 2 — Ammontare della rendita: L. 150, consolidato 5 per cento Littorio, con decorrenza 1° gennaio 1929.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1098 — Data: 26 ottobre 1931 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Torino — Intestazione: Miravalle Cesare fu Stefano — Titoli del debito pubblico: nominativi 1 — Ammontare della rendita: L. 168, consolidato 3,50 per cento, con decorrenza 1° luglio 1931.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 27 luglio 1935 - Anno XIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2939)

CONCORSI

REGIA PREFETTURA DI BENEVENTO

Proroga del termine per la presentazione delle domande per il concorso a posti di levatrice condotta.

Il Prefetto della provincia di Benevento con decreto n. 19505 in data 20 agosto 1935, ha prorogato alle ore 12 del 20 settembre 1935-XIII il termine per la presentazione delle domande e dei documenti per partecipare al concorso ai posti di levatrice condotta vacanti nella Provincia, bandito con decreto n. 13273 del 31 maggio 1935-XIII.

p. *Il prefetto*: CIMMINO.

(3156)

MINISTERO DELLE FINANZE

Graduatoria del concorso a 140 posti d'alunno d'ordine nel ruolo provinciale delle imposte dirette.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto Reale 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili;
Visto il decreto Ministeriale 24 ottobre 1934-XII, col quale fu indetto un concorso per esami a 140 posti di alunno d'ordine in prova nell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette (gruppo *C*);
Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione esaminatrice nominata con decreto Ministeriale 27 novembre 1934-XIII;
Visti gli atti della predetta Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami;

Decreta:

Art. 1.

È approvata la seguente graduatoria formata dalla Commissione esaminatrice in seguito al risultato del concorso a 140 posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo di gruppo *C* del personale provinciale delle imposte dirette indetto con decreto Ministeriale 24 ottobre 1934-XII.

N. d'ordine	COGNOME E NOME	Media voti prove scritte	Voto riportato nella prova orale	TOTALE
1	Barone Tommaso	7.600	9.250	16.850
2	Amorosi Mario	8.500	8.250	16.750
3	Pace Fasquale	8.125	8.500	16.625
4	Bevilacqua Pasquale	8.625	7.750	16.375
5	Battaglia Remo	8.500	7.750	16.250
6	Carotenuto Michele, orfano di guerra	7.650	8.500	16.150
7	Cafaro Domenico	8.150	8.000	16.150
8	Liquori Rocco	7.000	9.000	16.000
9	Li-Volsi Michele	7.625	8.250	15.875
10	Taiani Salvatore	7.525	8.250	15.775
11	Evangelisti Dino	7.750	8.000	15.750
12	Criscione Giuseppe	7.200	8.520	15.720
13	Colalillo Gaetano	7.200	8.500	15.700
14	Nicotra Lorenzo	8.150	7.500	15.650
15	Strano Alfio	7.500	8.050	15.550
16	Falciani Anna-Maria	7.000	8.500	15.500
17	Gossi Aldo	7.425	8.000	15.425
18	Durante Vincenzo Carlo	8.125	7.250	15.375
19	Midoro Carlo, orfano di guerra	7.350	8.000	15.350
20	Coratelli Bruno	7.825	7.500	15.325
21	Biagioni Terenzio	7.700	7.500	15.200
22	Pavsic Emilio	7.150	8.000	15.150
23	De Sanctis Vero	8.550	6.520	15.070
24	Baculo Luigi	8.300	6.750	15.050
25	Paoloni Luigi	7.000	8.030	15.030
26	Scapaticci Nicolò	8.500	6.510	15.010
27	Conti Giuseppe	7.000	8.000	15.000
28	Milanollo Anna	7.450	7.500	14.950
29	Forte Pietro	7.625	7.260	14.885
30	Padulano Pasquale	7.375	7.500	14.875
31	Paderno Ismaele	7.600	7.250	14.850
32	Previti Giuseppe	7.325	7.520	14.845
33	Frattolillo Cosimo	7.525	7.310	14.835
34	Mazzetti Iolanda	7.325	7.500	14.825
35	Di Falco Giuseppe	7.000	7.800	14.800
36	Tagliavia Vincenzo	7.400	7.390	14.790
37	Cannarsa Gennaro	7.000	7.785	14.785
38	Giuliano Gaetano	7.250	7.520	14.770
39	Vaccaro Mario	7.250	7.500	14.750
40	Alfieri Maria Adelaide	7.000	7.400	14.740
41	Giordano Armando	7.375	7.360	14.735
42	Barone Renato	7.725	7.000	14.725
43	Fichera Arturo, iscr. al P.N.F. dal 22 ottobre 1922	7.950	6.765	14.715
44	Berge Giovanni	7.200	7.500	14.700
45	Zangrandi Luigi	7.175	7.510	14.685
46	Vienna Maria	7.275	7.400	14.675
47	Millozzi Giacomo	8.150	6.510	14.660
48	Fanti Bruno	7.150	7.500	14.650
49	Uslenghi Eduardo, nato il 1° febbraio 1911	7.125	7.520	14.645
50	Tringali Iole, nata il 18 settembre 1912	7.125	7.520	14.645
51	Zirafa Calogero Umberto	7.375	7.260	14.635
52	Mazzarella Gaetano	7.875	6.755	14.630
53	Daponte Amedeo	7.325	7.300	14.625
54	Rapisarda Salvatore	7.950	6.600	14.550
55	Arganelli Antonio	7.025	7.500	14.525
56	Carlino Vittorio	7.000	7.520	14.520
57	Calabrese Giuseppe, orfano di guerra	7.250	7.260	14.510
58	Orivoli Mario, orfano di guerra	7.000	7.505	14.505
59	Di Vico Giuseppe	7.000	7.500	14.500
60	Majer Lucio	8.000	1.495	14.495
61	Baldassarini Mario	8.000	6.490	14.490
62	Adamo Giuseppe	7.000	7.480	14.480
63	Federico Biagio	7.500	6.970	14.470
64	Baglione Giulio	7.500	6.965	14.465
65	Rongoni Remigio	7.000	7.460	14.460
66	Ferrara Francesco	7.000	7.440	14.440
67	Beccaria Giovanni	7.000	7.435	14.435
68	Pirera Antonino	7.200	7.230	14.430
69	Colloca Giuseppe	7.425	7.000	14.425
70	Ricompensa Maddalena	7.150	7.270	14.420

N. d'ordine	COGNOME E NOME	Media voti prove scritte	Voto riportato nella prova orale	TOTALE
71	Armillotta Angelandrea	7.000	7.415	14.415
72	Samengo Emilio	7.150	7.260	14.410
73	Basilone Alfonso	7.150	7.255	14.415
74	Rocco Armando	7.250	7.150	14.400
75	Sessa Umberto	8.375	6.010	14.385
76	Bellina Giovanni	8.375	6.000	14.375
77	Zenesini Amelia	7.075	7.270	14.345
78	Dal Savio Antonino	7.175	7.160	14.335
79	Bassani Vincenzo	7.000	7.325	14.325
80	Aricò Domenico	7.000	7.320	14.320
81	Stabile Armando	7.300	7.015	14.315
82	Valbassora Luciano	7.150	7.155	14.305
83	Fiore Francesco	8.300	6.000	14.300
84	Zucchelli Umberto	7.125	7.150	14.275
85	Severino Francesco	7.025	7.245	14.270
86	Vendrame Angelo, orfano di guerra	7.000	7.260	14.260
87	Creola Bartolomeo	7.250	7.005	14.255
88	Consoli Giuseppe	7.500	6.750	14.250
89	Bonnici Salvatore	7.250	6.998	14.248
90	Celentani Giulio	7.750	6.495	14.245
91	Merola Raffaele	7.000	7.240	14.240
92	Virdò Fortunato Francesco	7.000	7.230	14.230
93	Reitano Giuseppe	7.625	6.600	14.225
94	Trainiti Luigi	7.200	7.000	14.200
95	Venturelli Carlo	7.175	7.000	14.175
96	Marzelli Vera	7.150	7.020	14.170
97	Naddei Ginevra	7.050	7.115	14.165
98	Palagi Armando	7.000	7.155	14.155
99	Del Guercio Alfonso	7.150	7.000	14.150
100	La Rosa Carmela, nata il 2 maggio 1911	7.000	7.145	14.145
101	Accorinti Giovanna, nata il 7 aprile 1915	7.000	7.145	14.145
102	Ferrara Tommaso	7.000	7.140	14.140
103	D'Onofrio Carlo	7.125	7.010	14.135
104	Mauro Biagio	7.375	6.750	14.125
105	Frigieri Carlo	8.100	6.000	14.100
106	Palese Pasquale	7.200	6.895	14.095
107	Messina Elio	7.000	7.080	14.080
108	Marvasi Luisa	7.075	7.000	14.075
109	Villanis Vincenzo	7.050	7.020	14.070
110	Targetti Gotamo	7.625	6.440	14.065
111	Petrelluzzi Alberto	8.025	6.038	14.063
112	Michetti Ezio	7.025	7.035	14.060
113	Pascali Cleto	7.775	6.283	14.058
114	Scola Nicola	7.125	6.930	14.055
115	Colombo Bruno, orfano di guerra	8.000	6.050	14.050
116	Colavita Giuseppe	7.000	7.047	14.047
117	Sideri Chiarina	7.000	7.045	14.045
118	Villari Gaetana	7.050	6.990	14.040
119	Ciccognani Eraldo	7.000	7.035	14.035
120	Malvezzi Aurelio	7.250	6.780	14.030
121	Melatti Bruno	7.000	7.020	14.020
122	Spadoni Alvaro	7.750	6.265	14.015
123	Paglionico Francesco	7.000	7.010	14.010
124	Antonucci-Tarolla Potito	7.000	7.005	14.005
125	Cavallo Giacomo	7.250	6.752	14.002
126	Acampora Antonio	7.000	7.000	14.000
127	Anelli Francesco	7.200	6.795	13.995
128	Gandoglia Carlo Giovanni	7.000	6.993	13.993
129	Condoleo Michele	7.000	6.990	13.990
130	Garofano Gaetano	7.750	6.235	13.985
131	Nunnari Giovanni	7.925	6.055	13.980
132	Toffanin Emilia	7.375	6.600	13.975
133	Sorbilli Emanuele	7.500	6.450	13.950
134	Di Vita Francesco Paolo	7.000	6.915	13.915
135	Renda Ferdinando	7.000	6.910	13.910
136	Ducoli Fausta	7.000	6.905	13.905
137	Caprioli Primo	7.625	6.275	13.900
138	Quartarone Edmondo	7.125	6.765	13.890
139	Ievolella Enrico	7.000	6.885	13.885
140	Marini Pasquale	7.125	6.775	13.880
141	Guzzardi Giuseppe	7.525	6.350	13.875
142	Cappadonia Matteo Placido	7.250	6.620	13.870
143	Santamaria Eduardo	7.000	6.865	13.865
144	Ragusa Edmondo Remo	7.750	6.105	13.855
145	Damasco Maria	7.000	6.850	13.850
146	Franzeri Giovanni	7.125	6.700	13.825
147	Rosso Adalgisa	7.125	6.695	13.820
148	Santoro Enrico	7.000	6.800	13.800
149	Mancini Gioacchino	7.025	6.765	13.790
150	Filipponi Alberto	7.275	6.505	13.780
151	Malagola Ugo	7.000	6.775	13.775
152	Gigli Marino	7.250	6.520	13.770
153	Daidone Salvatore	7.250	6.515	13.765
154	Messina Gaetano	7.400	6.300	13.760
155	Grandini Elio	7.250	6.505	13.755
156	Governali Vincenzo	7.250	6.500	13.750
157	Ciliberti Antonio	7.000	6.745	13.745
158	Petrone Giuseppe, nato il 21 maggio 1912	7.000	6.740	13.740
159	Cioffi Mario, nato il 18 maggio 1914	7.125	6.615	13.740
160	Mortarino Angelo	7.000	6.735	13.735
161	Oriando Renato	7.000	6.730	13.730
162	Camponi Mario	7.025	6.700	13.725
163	Capodici Baldassare	7.200	6.500	13.700
164	Iapichino Giuseppe	7.425	6.250	13.665
165	Farrella Lorenzo, orfano di guerra	7.150	6.510	13.660
166	Pastorelli Maria	7.400	6.250	13.650
167	Toscano Santo	7.400	6.245	13.645
168	Guzzetta Antonino, orfano di guerra	7.375	6.265	13.640
169	Di Belardino Aldo	7.625	6.010	13.635
170	Maggio Francesco	7.625	6.005	13.630
171	Sgroi Mario	7.625	6.000	13.625
172	Morelli Michele	7.000	6.615	13.615
173	Pieroni Guelfo	7.000	6.610	13.610
174	Tempesta Paolo	7.000	6.600	13.600
175	Caliri Nicolò	7.275	6.270	13.545
176	Viglianisi Francesco	7.275	6.250	13.525
177	Grande Antonio, orfano di guerra	7.000	6.520	13.520
178	Compagno Antonino	7.000	6.515	13.515
179	Gravero Mario	7.500	6.010	13.510
180	Maglie Francesco	7.000	6.500	13.500
181	Romano Luigi	7.000	6.480	13.480
182	Rusconi Maddalena	7.000	6.475	13.475
183	Falcone Francesco	7.125	6.325	13.450
184	Mariano Nicola	7.325	6.100	13.425
185	Perotto Natale, orfano guerra	7.400	6.015	13.415
186	Arcidiacono Ernesto	7.400	6.000	13.400
187	Gallo Antonino	7.375	6.015	13.390
188	Prisco Luigi	7.375	6.010	13.385
189	La Rosa Salvatore	7.375	6.000	13.375
190	Parrinello Liborio	7.300	6.060	13.360
191	La Sala Amodio	7.300	6.050	13.350
192	Ratti Francesco	7.300	6.025	13.325
193	Bagaglini Iole	7.150	6.150	13.300
194	Caciolli Tullio	7.000	6.290	13 290
195	La Spina Carlo	7.000	6.270	13.270
196	Benucci Aldo	7.000	6.250	13.250
197	Monaci Nicolò Giuseppe	7.200	6.000	13.200
198	Spataro Damiano, orfano di guerra	7.150	6.040	13.190
199	Benigni Alfredo	7.150	6.035	13.185
200	Costantini Renzo	7.000	6.170	13.170
201	Bottari Cesare	7.150	6.000	13.150
202	Cacciamani Luigi	7.025	6.120	13.145
203	Rocco Alfonso	7.125	6.010	13.135
204	Piccini Adalberto	7.125	6.005	13.130
205	Caputo Giuseppe	7.000	6.115	13.115
206	Ricci Vincenzo	7.100	6.000	13.100
207	Farinelli Alessandro	7.075	6.000	13.075
208	Pellegrini Mario	7.050	6.010	13.060
209	Bandera Giuseppe	7.050	6.005	13.055
210	Tardani Erica	7.000	6 050	13.050

N. d'ordine	COGNOME E NOME	Media voti prove scritte	Voto riportato nella prova orale	TOTALE
211	Lanfranchi Luigi	7.000	6.045	13.045
212	Papi Ardelio, orfano di guerra	7.000	6.040	13.040
213	Scoccia Alessandro	7.000	6.035	13.035
214	Forni Francesco	7.000	6.025	13.025
215	Pivato Iris	7.000	6.020	13.020
216	Bodrito Felice, orfano di guerra	7.000	6.015	13.015
217	Garofalo Raffaello	7.000	6.015	13.015
218	Paoluzzi Remo	7.000	6.010	13.010
219	Carrubba Giovanni, orfano di guerra	7.000	6.005	13.005
220	Della Corte Vincenzo	7.000	6.000	13.000

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto nell'ordine appresso indicato:

1. Barone Tommaso
2. Amorosi Mario
3. Pace Pasquale
4. Bevilacqua Pasquale
5. Battaglia Remo
6. Carotenuto Michele, orfano di guerra
7. Cafaro Domenico
8. Liquori Rocco
9. Li Volsi Michele
10. Taiani Salvatore
11. Evangelisti Dino
12. Criscione Giuseppe
13. Colalillo Gaetano
14. Nicotra Lorenzo
15. Strano Alfio
16. Falciani Anna Maria
17. Gossi Aldo
18. Durante Vincenzo Carlo
19. Midoro Carlo, orfano di guerra
20. Coratelli Bruno
21. Biagioni Terenzio
22. Pavsic Emilio
23. De Sanctis Vero
24. Baculo Luigi
25. Paoloni Luigi
26. Scapaticci Niccolò
27. Conti Giuseppe
28. Milanollo Anna
29. Forte Pietro
30. Padulano Pasquale
31. Paderno Ismaele
32. Previti Giuseppe
33. Frattolillo Cosimo
34. Mazzetti Iolanda
35. Di Falco Giuseppe
36. Tagliavia Vincenzo
37. Cannarsa Gennaro
38. Giuliano Gaetano
39. Vaccaro Mario
40. Alfieri Maria Adelaide
41. Giordano Armando
42. Barone Renato
43. Fichera Arturo, iscritto al P.N.F. dal 22 ottobre 1922
44. Berge Giovanni
45. Zangrandi Luigi
46. Vienna Maria
47. Millozzi Giacomo
48. Fanti Bruno
49. Uslenghi Eduardo, nato il 1° febbraio 1911
50. Tringali Iole, nata il 18 settembre 1912
51. Zirafa Calogero Umberto
52. Mazzarella Gaetano
53. Daponte Amedeo
54. Rapisarda Salvatore
55. Arganelli Antonio
56. Carlino Vittorio
57. Calabrese Giuseppe
58. Orivoli Mario
59. Di Vico Giuseppe
60. Majer Lucio
61. Baldassarini Mario
62. Adamo Giuseppe
63. Federico Biagio
64. Baglione Giulio
65. Rongoni Remigio
66. Ferrara Francesco
67. Beccaria Giovanni
68. Pirera Antonino
69. Colloca Giuseppe
70. Ricompensa Maddalena
71. Armillotta Angelandrea
72. Samengo Emilio
73. Basilone Alfonso
74. Rocco Armando
75. Sessa Umberto
76. Bellina Giovanni
77. Zenesini Amelia
78. Dal Savi Antonino
79. Bassani Vincenzo
80. Aricò Domenico
81. Stabile Armando
82. Valbassora Luciano
83. Fiore Francesco
84. Zucchelli Umberto
85. Severino Francesco
86. Vendrame Angelo
87. Creola Bartolomeo
88. Consoli Giuseppe
89. Bonnici Salvatore
90. Celentani Giulio
91. Merola Raffaele
92. Virdò Fortunato Francesco
93. Reitano Giuseppe
94. Trainiti Luigi
95. Venturelli Carlo
96. Marzelli Vera
97. Naddei Ginevra
98. Palagi Armando
99. Del Guercio Alfonso
100. La Rosa Carmela, nata il 2 maggio 1911
101. Accorinti Giovanna, nata il 7 aprile 1915
102. Ferrara Tommaso
103. D'Onofrio Carlo
104. Mauro Biagio
105. Frigieri Carlo
106. Palese Pasquale
107. Messina Elio
108. Marvasi Luisa
109. Villanis Vincenzo
110. Targetti Gotamo
111. Petrelluzzi Alberto
112. Michetti Ezio
113. Pascali Cleto
114. Scola Nicola
115. Colombo Bruno
116. Colavita Giuseppe
117. Sideri Chiarina
118. Ciccognani Eraldo
119. Malvezzi Aurelio
120. Melatti Bruno
121. Spadoni Alvaro
122. Paglionico Francesco
123. Antonucci Tarolla Potito
124. Cavallo Giacomo
125. Acampora Antonio
126. Anelli Francesco
127. Gandoglia Carlo Giovanni
128. Condoleo Michele
129. Garofano Gaetano
130. Nunnari Giovanni
131. Sorbilli Emanuele
132. Di Vita Francesco Paolo
133. Parrella Lorenzo, orfano di guerra
134. Guzzetta Antonino, orfano di guerra
135. Grande Antonio, orfano di guerra
136. Perotto Natale, orfano di guerra
137. Spataro Damiano, orfano di guerra
138. Papi Ardello, orfano di guerra
139. Bodrito Felice, orfano di guerra
140. Carrubba Giovanni, orfano di guerra

Art. 3.

I seguenti candidati sono dichiarati idonei nel concorso suddetto nell'ordine appresso indicato:

1. Villari Gaetana
2. Toffanin Emilia
3. Renda Ferdinando
4. Ducoli Fausta
5. Caprioli Primo
6. Quartarone Edmondo
7. Ievolella Enrico
8. Marini Pasquale
9. Guzzardi Giuseppe
10. Cappadonia Matteo Placido
11. Santamaria Eduardo
12. Ragusa Edmondo Remo
13. Damasco Maria
14. Franzeri Giovanni
15. Rosso Adalgisa
16. Santoro Enrico
17. Mancini Gioacchino
18. Filipponi Adalberto
19. Malagola Ugo
20. Gigli Marino
21. Daidone Salvatore
22. Messina Gaetano
23. Grandini Elio
24. Governali Vincenzo
25. Ciliberti Antonio
26. Petrone Giuseppe, nato il 21 maggio 1912
27. Cioffi Mario, nato il 18 maggio 1914
28. Mortarino Angelo
29. Orlando Renato
30. Camponi Mario
31. Capodici Baldassare
32. Iapichino Giuseppe
33. Pastorelli Maria
34. Toscano Santo
35. Di Belardino Aldo
36. Maggio Francesco
37. Sgroi Mario
38. Morelli Michele
39. Pieroni Guelfo
40. Tempesta Paolo
41. Caliri Nicolò
42. Viglianisi Francesco
43. Compagno Antonino
44. Cravero Mario
45. Maglie Francesco
46. Romano Luigi
47. Rusconi Maddalena
48. Falcone Francesco
49. Mariano Nicola
50. Arcidiacono Ernesto
51. Gallo Antonino
52. Prisco Luigi
53. La Rosa Salvatore
54. Parrinello Liborio
55. La Sala Amodio
56. Ratti Francesco
57. Ragaglini Iole
58. Caciolli Tullio
59. La Spina Carlo
60. Benucci Aldo
61. Monaci Niccolò Giuseppe
62. Benigni Alfredo
63. Costantini Renzo
64. Bottari Cesare
65. Cacciamani Luigi
66. Rocco Alfonso
67. Piccini Adalberto
68. Caputo Giuseppe
69. Ricci Vincenzo
70. Farinelli Alessandro
71. Pellegrini Mario
72. Bandera Giuseppe
73. Tardani Erica
74. Lanfranchi Luigi
75. Scoccia Alessandro
76. Forni Francesco
77. Pivato Iris
78. Garofalo Raffaelle
79. Paoluzzi Remo
80. Della Corte Vincenzo

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 23 luglio 1935 - Anno XIII

Il Ministro: Di Revel.

(3179)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.